

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27338]

## 21 DECEMBRE 2016. — Décret-programme portant sur des mesures diverses liées au budget (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions en matière de sécurité routière et d'infrastructures routières*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 12 du décret du 22 décembre 2010 relatif à la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière routière et de voies hydrauliques est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Le Conseil est composé de trente et un membres effectifs et de trente et un membres suppléants nommés par le Gouvernement, dont :

- 1° un représentant de l'Agence wallonne pour la Sécurité routière;
- 2° un représentant de l'Administration régionale en charge des routes;
- 3° un représentant de l'Administration régionale en charge de la mobilité;
- 4° un représentant de la SOFICO;
- 5° un représentant de l'Institut belge pour la Sécurité routière;
- 6° un représentant du Centre de Recherche routière;
- 7° un représentant de la Commission permanente de la Police locale;
- 8° un représentant de la Police fédérale;
- 9° un représentant du Collège des Procureurs généraux;
- 10° un représentant de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;
- 11° un représentant de l'enseignement obligatoire proposé par la Communauté française;
- 12° un représentant de l'enseignement obligatoire proposé par la Communauté germanophone;
- 13° un représentant de la Ligue des Familles;
- 14° un représentant des associations de promotion d'une conduite automobile responsable, parmi les associations représentatives;
- 15° trois représentants des associations de victimes de la route parmi les associations représentatives;
- 16° un représentant de l'Union professionnelle des Entreprises d'Assurance;
- 17° un représentant de la formation à la conduite, parmi les associations représentatives;
- 18° deux représentants du transport de personnes par route, proposés par leur fédération;
- 19° un représentant des automobilistes, parmi les associations représentatives;
- 20° un représentant des entreprises automobiles, proposé par le Conseil économique et social de Wallonie;
- 21° un représentant des motocyclistes, parmi les associations représentatives;
- 22° un représentant des cyclistes, parmi les associations représentatives;
- 23° deux représentants des piétons et des personnes à mobilité réduite, parmi les associations représentatives;
- 24° un représentant des taxis;
- 25° un représentant du Groupement des Organismes agréés de Contrôle automobile;
- 26° deux représentants du transport de marchandises par route, proposés par le Conseil économique et social de Wallonie.

La nomination des représentants proposés par les associations représentatives se fait sur la base d'un appel à candidatures lancé à l'attention de ces associations sur le site Internet du Conseil.

L'absence de proposition de représentants par d'autres entités de l'Etat fédéral que la Région wallonne ou le fait que ces derniers n'assistent pas aux réunions du Conseil ne compromet pas le fonctionnement dudit Conseil, ni n'influence la validité de ses actes.

Les membres du Conseil désignent en leur sein le président et le vice-président de ce Conseil. ».

**Art. 2.** L'article 13 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Le siège du Conseil et son secrétariat sont établis dans les locaux de l'organisme dont le représentant assure la présidence de ce Conseil. ».

CHAPITRE II. — *Disposition en matière d'agriculture*

**Art. 3.** Les montants des cotisations au Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux fixés par l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 relatif à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques sont confirmés.

CHAPITRE III. — *Disposition en matière de nature*

**Art. 4.** Dans l'article 58sexies, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, inséré par le décret du 22 janvier 1998, les mots « à titre principal » sont abrogés.

CHAPITRE IV. — *Dispositions en matière de tourisme et de petite enfance*

**Art. 5.** Dans l'article 5 du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, modifié en dernier lieu par le décret du 27 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Centre est également habilité à assurer le financement d'équipements en matière de tourisme social tels que définis par le Livre III du Code wallon du Tourisme. »;

2° l'article est complété par un paragraphe 13 rédigé comme suit :

« § 13. De l'accord et aux conditions du Gouvernement, le Centre régional d'aide aux communes est habilité à assurer, au bénéfice des pouvoirs organisateurs des structures de l'enfance, la liquidation des investissements ayant bénéficié de l'octroi d'une subvention par le Gouvernement. ».

CHAPITRE V. — *Disposition en matière d'aéroports*

**Art. 6.** Dans l'article 5*bis*, § 4, alinéa 2, du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, inséré par le décret du 14 juillet 2011, les mots « dix jours » sont remplacés par les mots « vingt jours ».

CHAPITRE VI. — *Modification de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix*

**Art. 7.** Dans l'article 2, § 4, de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix, modifié en dernier lieu par la loi du 30 décembre 1988, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « à l'exception de la fixation des prix dans les établissements d'hébergement pour aînés » sont insérés entre les mots « le présent article, » et les mots « le Ministre »;

2° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En dérogation à l'alinéa 4, pour la fixation des prix liés à la distribution et l'assainissement de l'eau, le Ministre de l'Economie consulte préalablement le Comité de contrôle de l'eau, institué par l'article D-4 du Code wallon de l'Eau et dont le statut est fixé par les articles R-16 et suivant dudit Code. ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives à l'Agence wallonne pour l'exportation*

**Art. 8.** Dans l'article 4, § 2, du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004, les mots « , l'administrateur général adjoint » sont insérés entre les mots « l'administrateur général » et les mots « et les directeurs généraux ».

**Art. 9.** Dans l'article 7, § 3, du même décret, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004, les mots « de l'administrateur général adjoint, » sont insérés entre les mots « du président du Conseil, » et les mots « des deux directeurs généraux ».

**Art. 10.** L'article 11 du même décret, remplacé par le décret du 3 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. L'Agence est dirigée par un administrateur général de rang A2 assisté d'un administrateur général adjoint de rang A2 et de deux directeurs généraux de rang A3.

L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont nommés par le Gouvernement, pour un mandat aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Les directeurs généraux sont promus par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir qui sont accordées aux fonctionnaires dirigeants, sans préjudice des compétences réservées au conseil d'administration. ».

**Art. 11.** Dans l'article 12, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004, les mots « Les directeurs généraux le remplacent » sont remplacés par les mots « L'administrateur général adjoint et les directeurs généraux le remplacent ».

**Art. 12.** A l'article 22*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004, les mots « de l'administrateur général adjoint, » sont insérés entre les mots « de l'administrateur général, » et les mots « du directeur général en charge des investissements étrangers ».

CHAPITRE VIII. — *Modification du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans les services de proximité à finalité sociale », en abrégé « I.D.E.S.S. »*

**Art. 13.** Dans l'article 2 du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans les services de proximité à finalité sociale », en abrégé : « I.D.E.S.S. », modifié par le décret du 10 décembre 2009, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le Gouvernement octroie pour l'organisation des services de proximité à finalité sociale visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> un mandat dans le cadre d'un service d'intérêt économique général, tel que visé aux articles 14 et 106, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ainsi qu'au Protocole n° 26 y attaché. ».

**Art. 14.** Dans l'article 12 du même décret, modifié par le décret du 10 décembre 2009, l'alinéa 2 est abrogé.

CHAPITRE IX. — *Disposition relative au décret du 5 décembre 2008 portant création de la société anonyme de droit public « Le Circuit de Spa-Francorchamps »*

**Art. 15.** L'article 6 du décret du 5 décembre 2008 portant création de la société anonyme de droit public « Le Circuit de Spa-Francorchamps » est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le conseil d'administration est composé de minimum douze membres et de maximum dix-huit membres, nommés par l'assemblée générale.

La majorité des administrateurs doit représenter la Région wallonne et est désignée sur proposition du Gouvernement wallon. Ils ne peuvent être révoqués par l'assemblée générale que moyennant accord du Gouvernement wallon.

La SA SOGEPa est administrateur de droit de la société.

Les administrateurs sont nommés pour un terme de cinq ans et leur mandat est renouvelable.

Le président et le vice-président du conseil d'administration sont nommés par le conseil d'administration sur proposition du Gouvernement wallon, parmi les administrateurs représentant la Région wallonne.

Sauf dérogation statutaire prévoyant une majorité qualifiée, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de parité de voix au sein du conseil d'administration, celle du président est prépondérante. ».

**Art. 16.** L'article 7 du décret précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le conseil d'administration peut élire un comité exécutif. Il est chargé d'instruire les dossiers à soumettre au conseil d'administration, de mettre en oeuvre ses décisions et de remplir le rôle d'un comité stratégique.

Le comité exécutif se compose de cinq membres, choisis parmi les membres du conseil d'administration, sur avis conforme du Gouvernement wallon, dont le président, le vice-président et l'administrateur représentant la SOGÉPA. Le directeur général assiste aux réunions du comité exécutif avec voix consultative. ».

#### CHAPITRE X. — Dispositions en matière d'énergie, de logement et de pouvoirs locaux

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modifications du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

**Art. 17.** Dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'intitulé du Chapitre XIIbis, remplacé par le décret du 11 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Fonds énergie ».

**Art. 18.** A l'article 51bis, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié en dernier lieu par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « et du développement durable » sont abrogés;
- b) le 10° est abrogé.

**Art. 19.** Dans l'article 51ter du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié en dernier lieu par le décret du 11 avril 2014, les mots « et du développement durable » sont abrogés.

*Section 2.* — Modifications du Code wallon du logement et de l'habitat durable

**Art. 20.** L'article 13bis du Code wallon du logement et de l'habitat durable, inséré par le décret du 9 février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13bis. Il est créé un Fonds régional pour le relogement, lequel constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 4 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Sont affectées au Fonds les recettes résultant des amendes administratives visées à l'article 13ter du Code ainsi que des sanctions visées à l'article 190, § 3, du Code.

Sur le crédit afférent au Fonds visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont imputées les dépenses relatives au relogement de l'occupant expulsé en application de l'article 7, alinéas 3 ou 6, ou de l'article 13, alinéa 3. ».

**Art. 21.** L'article 13ter du même Code, inséré par le décret du 9 février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13ter. Le fonctionnaire de l'Administration que le Gouvernement désigne peut imposer une amende administrative selon les modalités fixées à l'article 200bis, § 2, 6, 7 et 9, au bailleur qui loue un logement, dès que celui-ci est frappé d'un arrêté d'interdiction d'occuper par le bourgmestre ou le Gouvernement. ».

**Art. 22.** A l'article 94, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 16 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou d'occupation » sont remplacés par les mots « conclues pour une durée déterminée ou indéterminée ou des conventions d'occupation »;

2° au point a., le mot « déterminée » est remplacé par le mot « fixée ».

**Art. 23.** L'article 189 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 20 juillet 2005, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement détermine les cas dans lesquels la commune peut introduire un recours à l'encontre de la décision prise concernant le programme communal transmis au Gouvernement.

Le recours est introduit auprès d'une chambre créée par le Gouvernement qui en détermine la composition et le fonctionnement. ».

*Section 3.* — Fonds Ecopack/Rénopack

**Art. 24.** Il est créé un Fonds Ecopack/Rénopack, lequel constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 4 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Sont affectées au Fonds les recettes résultant des remboursements des avances récupérables octroyées par la Région wallonne afin de financer les écopacks et les rénopacks octroyés par la Société wallonne du Crédit social et le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie.

Sur le crédit afférent au Fonds visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont imputées les dépenses relatives aux mêmes écopacks et rénopacks définis dans le règlement des prêts tel qu'approuvé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015.

*Section 4. — Modifications du Code de la démocratie locale et de la décentralisation*

**Art. 25.** Dans l'article L1312-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par le décret du 8 décembre 2005, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le collège communal arrête chaque année le compte budgétaire provisoire de l'exercice précédent. Il le transmet au Gouvernement au plus tard le 15 février sous la forme d'un fichier SIC.

Le compte budgétaire provisoire reprend la situation des droits constatés nets, des engagements et des imputations comptabilisés au 31 décembre.

Le conseil communal arrête chaque année les comptes annuels de l'exercice précédent et les transmet au Gouvernement pour le 1<sup>er</sup> juin au plus tard sous le format d'un fichier SIC. ».

**Art. 26.** L'article L1312-2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1312-2. Le collège communal arrête chaque année le projet de budget initial des dépenses et des recettes de la commune pour l'exercice suivant. Il le transmet au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre au Gouvernement sous le format d'un fichier SIC.

Le conseil communal arrête chaque année, pour le 31 décembre au plus tard, le budget initial définitif des dépenses et des recettes de la commune pour l'exercice suivant. Ce budget initial définitif est transmis au plus tard le 15 janvier au Gouvernement sous le format d'un fichier SIC. ».

**Art. 27.** Dans l'article L2231-6 du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le collège provincial arrête chaque année le projet de budget initial des dépenses et des recettes de la province pour l'exercice suivant. Il le transmet au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre au Gouvernement sous le format d'un fichier SIC.

Le conseil provincial arrête chaque année, pour le 31 décembre au plus tard, et le cas échéant après la consultation des conseils consultatifs ou participatifs, le budget initial définitif des dépenses et des recettes de la province pour l'exercice suivant, ainsi qu'une note de politique générale. Ce budget initial définitif est transmis au plus tard le 15 janvier au Gouvernement sous le format d'un fichier SIC. ».

**Art. 28.** Dans l'article L2231-8 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« Le collège provincial arrête chaque année le compte budgétaire provisoire de l'exercice précédent. Il le transmet au Gouvernement au plus tard le 15 février sous la forme d'un fichier SIC.

Ce compte budgétaire provisoire reprend la situation des droits constatés nets, des engagements et des imputations comptabilisés au 31 décembre.

Le conseil provincial arrête chaque année les comptes annuels de l'exercice précédent et les transmet au Gouvernement pour le 1<sup>er</sup> juin au plus tard sous le format d'un fichier SIC. Les comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan ainsi que la liste des adjudicataires des marchés de travaux, de fournitures ou de services pour lesquels le conseil provincial a choisi le mode de passation et a fixé les conditions. ».

**Art. 29.** L'article L2233-4 du même Code, remplacé par le décret du 23 février 2006, est abrogé.

**Art. 30.** Dans la partie II, livre II, titre III, chapitre III, section 2, du même Code, l'intitulé de la sous-section 3 est remplacé par ce qui suit : « Exécution et liquidation ».

**Art. 31.** Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L2233-4 rédigé comme suit :

« Art. L2233-4. Le montant du Fonds est liquidé aux provinces à hauteur de quatre-vingts pour cent en trois tranches trimestrielles.

Ces tranches sont versées dans le courant des mois de février, mai et août et sont respectivement égales à trente pour cent, trente pour cent et vingt pour cent des quote-parts attribuées aux provinces en application de l'article L2233-3. ».

**Art. 32.** L'article L2233-5 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2233-5. Le solde de vingt pourcent du Fonds des provinces est liquidé au plus tard le 31 décembre de chaque exercice à condition qu'un contrat de supracommunalité soit signé entre chaque province et les communes concernées stipulant que :

1° chaque province affecte et verse aux communes, dans le courant de l'exercice concerné, un montant d'au minimum dix pour cent du Fonds des provinces pour la prise en charge des dépenses nouvelles financées par les communes suite à la mise en place des zones de secours;

2° chaque province mobilise, au plus tard en 2018, dix pour cent du Fonds à des actions additionnelles de supracommunalité. Dans l'hypothèse où une province ne consacre pas au moins dix pour cent du Fonds à ces actions additionnelles de supracommunalité, ce pourcentage n'est pas inférieur au pourcentage du 1<sup>er</sup> janvier 2014. ».

**Art. 33.** L'article L2233-6 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2233-6. Le Gouvernement arrête les mesures d'exécution relatives au contrat de supracommunalité et à la mise en œuvre de la sous-section 3. ».

**Art. 34.** Les articles L2233-7, L2233-8 et L2233-9 du même Code sont abrogés.

**Art. 35.** Dans la partie II, livre II, titre III, chapitre III, section 2, du même Code, la sous-section 4, comportant les articles L2233-10 à L2233-15, est abrogée.

*Section 5.* — Modifications du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne

**Art. 36.** L'article 5 du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, modifié par le décret du 27 octobre 2011 est complété par un paragraphe 14 rédigé comme suit :

« § 14. De l'accord et aux conditions du Gouvernement wallon, le Centre régional d'aide aux communes est habilité à assurer, au bénéfice des communes, le financement des investissements subventionnés en application des articles 172 et 173 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie. ».

*Section 6.* — Modifications du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie

**Art. 37.** Dans l'article 172 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, remplacé par le décret du 27 novembre 1997 et modifié par le décret du 10 octobre 2013, il est inséré un paragraphe *2bis* rédigé comme suit :

« § 2bis. Le Gouvernement peut fixer un montant maximum à la subvention octroyée en vertu du paragraphe 2 et définir la procédure d'octroi de cette subvention. ».

*Section 7.* — Modification apportée au décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau

**Art. 38.** L'article 52 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 52. Les articles 1<sup>er</sup>, 8, 9, 26, 27, 28, 43 et 44 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Les articles 10 et 11 du décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2017.

Les articles 12 à 25, 29 à 42, 45 à 49, 2<sup>o</sup>, et 50 à 51 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2017. ».

*Section 8.* — Organisation et fonctionnement des intercommunales

**Art. 39.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 16 juillet 2015 relatif aux règles internes d'organisation et de fonctionnement des intercommunales agissant en qualité de gestionnaires de réseaux de distribution ou de réseaux de communication, un alinéa est ajouté comme suit :

« Pendant la période transitoire de mise en conformité des statuts avec l'entière des dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, toute rémunération qui serait attribuée dans un comité de secteur de l'intercommunale ou organe assimilé ne peut se traduire que par la perception d'un jeton de présence pour chaque séance à laquelle il assiste d'un montant maximum de 150 euros pour un administrateur, 250 euros pour un vice-président et 300 euros pour un président. Les montants précités s'entendent comme étant des montants bruts. ».

#### CHAPITRE XI. — Dispositions fiscales

*Section 1<sup>re</sup>.* — Mesures en matière de taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Mesure relative aux poids lourds

**Art. 40.** Dans l'article 9 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, remplacé par la loi du 8 avril 2002, le point E est remplacé par ce qui suit :

« E. Véhicules à moteur ou ensembles de véhicules destinés au transport de marchandises

Lorsque la masse maximale autorisée du véhicule ou de l'ensemble de véhicules dépasse 3.500 kilogrammes, la taxe est fixée, selon le nombre d'essieux du véhicule et la nature de la suspension, d'après les barèmes suivants :

1. Véhicules à moteur solos

La masse maximale autorisée à prendre en compte pour l'application des tableaux I à IV est la masse maximale autorisée propre du véhicule à moteur.

Tableau I - Véhicule à moteur comportant au plus deux essieux

MMA exprimée en kilo		1 ou 2 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
De	A	Montants exprimés en euro	
3.501	11 999	0.00	0.00
12.000	12.999	0.00	31.00
13.000	13.999	31.00	86.00
14.000	14.999	86.00	121.00
15.000	16.999	121.00	274.00
17.000	>17.000	121.00	274.00

Tableau II - Véhicule à moteur comportant trois essieux :

MMA exprimée en kilo		3 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
De	A	Montants exprimés en euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	14.999	31.00	54.00
15.000	16.999	31.00	54.00
17.000	18.999	54.00	111.00
19.000	20.999	111.00	144.00
21.000	22.999	144.00	222.00
23.000	>25.000	222.00	345.00

Tableau III - Véhicule à moteur comportant quatre essieux :

MMA exprimée en kilo		4 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
De	A	Montants exprimés en euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	22.999	144.00	146.00
23 000	24.999	144.00	146.00
25.000	26.999	146.00	228.00
27.000	28.999	228.00	362.00
29.000	>31.000	362.00	537.00

Tableau IV - Véhicule à moteur comportant plus de quatre essieux :

MMA exprimée en kilo		4 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
De	A	Montants exprimés en euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	12.999	0.00	0.00
13.000	13.999	0.00	0.00
14.000	14.999	0.00	0.00
15.000	15.999	0.00	0.00
16.000	16.999	0.00	14.00
17.000	17.999	0.00	14.00
18.000	18.999	14.00	32.00
19.000	19.999	14.00	32.00
20.000	20.999	32.00	75.00
21.000	21.999	32.00	75.00
22.000	22.999	75.00	97.00
23.000	23.999	97.00	175.00
24.000	24.999	97.00	175.00
25.000	25.999	175.00	307.00



26.000	26.999	175.00	307.00
27.000	27.999	175.00	307.00
28.000	28.999	175.00	307.00
29.000	29.999	175.00	307.00
30.000	30.999	175.00	307.00
31.000	>31.000	175.00	307.00

## 2. Ensemble de véhicules

La masse maximale autorisée à prendre en compte pour l'application des tableaux V à X est la somme des masses maximales autorisées des véhicules qui font partie de l'ensemble.

Tableau V - Véhicule à moteur comportant deux essieux au plus et remorque ou semi-remorque comportant un seul essieu :

MMA exprimée en kilo		1 + 1 ou 2 + 1 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
De	À	Montants exprimés en euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	15.999	0.00	0.00
16.000	17.999	0.00	14.00
18.000	19.999	14.00	32.00
20.000	21.999	32.00	75.00
22.000	22.999	75.00	97.00
23.000	24.999	97.00	175.00
25.000	>27.000	175.00	307.00

Tableau VI - Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux :

MMA exprimée en kilo		2 + 2 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
De	À	Montants exprimés en euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	22.999	30.00	70.00
23.000	24.999	30.00	70.00
25.000	25.999	70.00	115.00
26.000	27.999	115.00	169.00
28.000	28.999	169.00	204.00
29.000	30.999	204.00	335.00
31.000	32.999	335.00	465.00
33.000	>37.000	465.00	706.00

Tableau VII - Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux :

MMA exprimée en kilo		2 + 3 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
De	À	Montants exprimés en euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	35.999	370.00	515.00
36.000	37.999	370.00	515.00
38.000	> 39.999	515.00	700.00

Tableau VIII - Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux au plus :

MMA exprimée en kilo		3 + 1 ou 3 + 2 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
De	À	Montants exprimés en euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	35.999	327.00	454.00
36 000	37.999	327.00	454.00
38 000	39.999	454.00	628.00
40 000	> 43.000	628.00	929.00

Tableau IX - Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux :

MMA exprimée en kilo		3 + 3 essieux	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
De	À	Montants exprimés en euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	35.999	186.00	225.00
36 000	37.999	186.00	225.00
38 000	39.999	225.00	336.00
40 000	> 43.000	336.00	535.00

Tableau X - Ensemble de véhicules présentant une configuration autre que celles spécifiées aux tableaux V à IX :

MMA exprimée en kilo		Autres	
		Suspension pneumatique ou reconnue équivalente du ou des essieux moteurs	Autres systèmes de suspension du ou des essieux moteurs
De	À	Montants exprimés en euro	
3.501	15.999	0.00	0.00
16.000	16.999	0.00	14.00
17.000	17.999	0.00	14.00
18.000	18.999	14.00	32.00
19.000	19.999	14.00	32.00
20.000	20.999	32.00	75.00
21.000	21.999	32.00	75.00
22.000	22.999	75.00	97.00
23.000	23.999	97.00	175.00
24.000	24.999	97.00	175.00
25.000	25.999	175.00	307.00
26.000	26.999	175.00	307.00
27.000	27.999	175.00	307.00
28.000	28.999	175.00	307.00
29.000	29.999	204.00	335.00
30.000	30.999	204.00	335.00
31.000	31.999	335.00	465.00
32.000	32.999	335.00	465.00
33.000	33.999	465.00	706.00
34.000	34.999	465.00	706.00
35.000	35.999	465.00	706.00
36.000	36.999	465.00	706.00



37.000	37.999	465.00	706.00
38.000	38.999	465.00	706.00
39.000	39.999	465.00	706.00
40.000	40.999	465.00	706.00
41.000	41.999	465.00	706.00
42.000	42.999	465.00	706.00
43.000	>43.000	465.00	706.00

## Sous-section 2. — Mesures relatives aux véhicules ancêtres

**Art. 41.** Dans l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 1°, du même Code, modifié pour la dernière fois par la loi du 25 janvier 1999, les mots « vingt-cinq ans » sont remplacés par les mots « trente ans ».

**Art. 42.** Dans l'article 97quinquies du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008 et remplacé par le décret du 19 septembre 2013, les mots « visé par l'article 2, § 2, alinéa 2, 7°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité » sont remplacés par les mots « mis en circulation depuis plus de trente ans et immatriculés sous l'une des plaques d'immatriculation visées à l'article 4, § 2, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ».

## Section 2. — Mesures en matière de droit d'enregistrement

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Transmissions à titre onéreux de biens immeubles

**Art. 43.** L'article 44 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié en dernier lieu par le décret du 19 septembre 2013, est complété par quatre alinéas rédigés comme suit:

« Le droit est fixé à 12,50 p.c. pour les ventes, échanges et toutes conventions translatives à titre onéreux de propriété ou d'usufruit de biens immeubles.

Si l'évènement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> porte sur un ou plusieurs immeubles d'habitation au sens de l'article 44bis, l'application du tarif de 12,5 % est subordonnée à une déclaration certifiée et signée dans ou au pied de la convention qui donne lieu à la perception du droit d'enregistrement proportionnel ou dans un écrit signé joint à cette convention, énonçant expressément que l'acquéreur, personne morale ou personne physique, ne possède pas, à la date de l'évènement ou par le biais celui-ci, au moins deux autres immeubles d'habitation.

En l'absence de cette déclaration, la convention est enregistrée au tarif établi par l'article 44bis; ce qui est perçu au-delà du tarif prévu par le présent article est restituable conformément à l'article 209, 1°, c), sur base de la déclaration de l'acquéreur reprenant la mention prévue à l'alinéa 2.

S'il s'avère que la déclaration visée à l'alinéa 2 est inexacte, les droits complémentaires découlant de l'application de l'article 44bis sont exigibles et l'acquéreur encourt une amende égale aux droits éludés. ».

**Art. 44.** Dans le même Code, il est inséré un article 44bis rédigé comme suit :

« Art. 44bis « Le droit fixé à l'article 44 est porté à 15 % à partir de l'acquisition, dans le chef d'une même personne, par vente, échange ou par toute convention translatrice à titre onéreux de propriété ou d'usufruit, à l'exclusion de la servitude, du droit d'usage et du droit d'habitation, d'un troisième immeuble d'habitation.

Par "immeuble d'habitation", on entend l'immeuble ou la partie d'immeuble, situé en Belgique ou à l'étranger, notamment la maison unifamiliale ou l'appartement qui, de par sa nature, est destiné à être habité par un ménage ou qui est utilisé comme tel.

Lorsqu'un immeuble a été spécialement aménagé ou transformé pour abriter plusieurs logements nettement distincts, chacun de ceux-ci est considéré comme constituant une habitation.

Pour déterminer si l'opération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> concerne un troisième immeuble d'habitation, il n'est pas tenu compte :

1° des immeubles sur lesquels l'acquéreur, personne morale ou physique, détient moins de 33 % en pleine propriété ou en usufruit;

2° des immeubles dont l'acquéreur a réellement cédé par acte authentique le droit réel lui appartenant au plus tard dans les douze mois de l'acte authentique d'acquisition du troisième immeuble;

3° des immeubles qui font l'objet d'une mesure d'expropriation;

4° des immeubles dont l'acquisition a été imposée au tarif établi par l'article 62 du présent Code. ».

**Art. 45.** Dans l'article 62 du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 1978, les mots « Le droit fixé par l'article 44 » sont remplacés par les mots « Le droit fixé par les articles 44 et 44bis ».

**Art. 46.** Dans l'article 64 du même Code, les mots « Le droit établi par l'article 44 » sont remplacés par les mots « Le droit établi par l'article 44 ou par l'article 44bis ».

**Art. 47.** Dans l'article 65 du même Code, les mots « le droit ordinaire » sont remplacés par les mots « le droit établi par l'article 44 ou par l'article 44bis ».

**Art. 48.** Dans l'article 71 du même Code, les mots « des droits ordinaires » sont remplacés par les mots « le droit établi par l'article 44 ou par l'article 44bis ».

Sous-section 2 — Donations entre vifs de biens meubles ou immeubles

**Art. 49.** Dans l'article 131, deuxième alinéa, du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1977 et modifié en dernier lieu par le décret du 10 décembre 2009, les tableaux I et II sont remplacés par ce qui suit :

« Tableau I

Tranche de la donation		Ligne directe	
		Entre époux et entre cohabitants légaux	
De à	Inclus	a	b
EUR	EUR	p.c.	EUR
0,01	25.000	3	-
25000,01	100.000	4	750
100000,01	175.000	9	3.750
175000,01	200.000	12	10.500
200000,01	400.000	18	13.500
400000,01	500.000	24	49.500
Au-delà	500.000	30	73.500

Tableau II

Tranche de donation		Entre frères et sœurs		Entre oncles ou tantes et neveux et nièces		Entre toutes autres personnes	
De à	Inclus	a	b	a	b	a	b
EUR	EUR	p.c	EUR	p.c	EUR	p.c	EUR
0,01	50.000	10	-	10	-	20	-
50.000,01	75.000	10	5.000	20	5000	30	10.000
75.000,01	150.000	20	7.500	20	10.000	30	17.500
150.000,01	175.000	20	22.500	30	25.000	40	40.000
175.000,01	300.000	30	27.500	30	32.500	40	50.000
300.000,01	350.000	30	65.000	40	70.000	50	100.000
350.000,01	450.000	40	80.000	40	90.000	50	125.000
Au-delà de	450.000	40	120.000	50	130.000	50	175.000 »

**Art. 50.** Dans l'article 131ter, § 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 15 décembre 2005 et modifié par le décret du 30 avril 2009, le tableau est remplacé par ce qui suit :

« Tableau relatif au tarif préférentiel pour les donations d'habitations			
Tranche de la donation			
De	A inclus	a	b
EUR	EUR	p.c.	EUR
0.01	25.000	1	-
25.000,01	50.000	2	250
500.00,01	100.000	4	750
100.000,01	175.000	5	2.750
175.000,01	250.000	9	6.500
250.000,01	400.000	18	13.250
400.000,01	500.000	24	40.250
Au-delà de	500.000	30	64.250 »

## Sous-section 3. — Restitution

**Art. 51.** L'article 209, 1<sup>o</sup>, du même Code est complété par un point *c*) rédigé comme suit :

« *c*) que la condition à laquelle est subordonnée l'application du tarif établi par l'article 44 est respectée; ».

**Art. 52.** A l'article 212, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 28 décembre 1992, les mots « ou par l'article 44*bis*, » sont insérés entre les mots « ... par l'article 44 » et les mots « , ce droit est restitué... ».

## Section 3. — Mesures en matière d'établissement, de recouvrement et de contentieux des taxes régionales

**Art. 53.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, modifié par les décrets des 17 janvier 2008 et 10 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret s'applique aux taxes, en principal et intérêts, et amendes, établies par des décrets de la Région wallonne sauf dans la mesure où ces décrets y dérogent ainsi qu'aux autres impôts et taxes en principal, en intérêts et amendes au profit de la Région wallonne lorsque le présent décret leur est expressément rendu applicable.

Sauf disposition contraire, le présent décret s'applique également aux taxes additionnelles perçues par la Région wallonne au profit des provinces, des communes et des fédérations de communes. ».

**Art. 54.** Dans l'article 11*bis*, § 4, du même décret, inséré par le décret du 28 novembre 2013, les mots « et l'Eurovignette » sont remplacés par les mots « , eurovignette et prélèvement kilométrique ».

**Art. 55.** Dans l'article 12*bis*, alinéa 4, du même décret, inséré par le décret du 28 novembre 2013, les mots « En matière d'eurovignette, de taxe de circulation et de mise en circulation » sont remplacés par les mots « En matière de taxe de circulation, de taxe de mise en circulation, d'eurovignette et de prélèvement kilométrique ».

**Art. 56.** L'article 52 ter est inséré dans le chapitre VII du même décret. Cet article est libellé comme suit :

« Art. 52*ter*. Des fonds de restitution sont ouverts au budget pour les sommes indûment perçues en matière de taxes, redevances et amendes régionales wallonnes.

Les receveurs ayant opéré les recettes pourvoient à la restitution des montants perçus indûment. ».

## Section 4. — Mesure en matière de démocratie locale et de décentralisation

**Art. 57.** Dans l'article L3321-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Toutefois, il ne s'applique pas aux taxes additionnelles aux impôts de l'autorité fédérale ainsi qu'aux taxes additionnelles perçues par la Région wallonne au profit des provinces et des communes. ».

## Section 5. — Dispositions relatives aux titres services

**Art. 58.** L'article 145/22 du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 30 mars 1994, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 145/22. Les dépenses visées à l'article 145/21 ne sont prises en considération pour la réduction d'impôt :

1<sup>o</sup> en ce qui concerne les dépenses payées pour des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi :

*a*) qu'à concurrence de la valeur nominale des chèques-ALE édités au nom du contribuable et que celui-ci a achetés auprès de l'émetteur au cours de la période imposable, diminuée de la valeur nominale de ces chèques-ALE qui ont été retournés à l'émetteur au cours de la même période imposable;

*b*) qu'à la condition que le contribuable produise à l'appui de sa déclaration aux impôts sur les revenus l'attestation prévue par la réglementation relative aux agences locales pour l'emploi et délivrée par l'émetteur des chèques-ALE;

2<sup>o</sup> en ce qui concerne les dépenses payées pour des prestations payées avec des titres-services :

*a*) qu'à concurrence du montant obtenu en suivant les opérations suivantes :

1) la différence entre, d'une part, le prix d'acquisition des titres-services édités au nom du contribuable et que celui-ci a achetés auprès de la société émettrice au cours de la période imposable et, d'autre part, le prix d'acquisition de ces titres-services qui ont été remboursés par la société émettrice au contribuable au cours de la même période imposable;

2) le montant obtenu au 1) est multiplié par un coefficient dont le numérateur est 3 et le dénominateur est le prix d'acquisition du titre-services;

3) le montant obtenu au 2) est multiplié par un coefficient dont :

*i.* le numérateur est égal à la différence entre, d'une part, le nombre de titres-services édités au nom du contribuable et que celui-ci a achetés auprès de la société émettrice au cours de la période imposable et, d'autre part, le nombre de titres-services qui ont été remboursés par la société émettrice au contribuable au cours de la même période imposable. Le numérateur ne peut pas excéder 150;

*ii.* le dénominateur est égal à la différence entre, d'une part, le nombre de titres-services édités au nom du contribuable que celui-ci a achetés auprès de la société émettrice au cours de la période imposable et, d'autre part, le nombre de titres-services qui ont été remboursés par la société émettrice au contribuable au cours de la même période imposable;

*b*) qu'à la condition que le contribuable produise à l'appui de sa déclaration aux impôts sur les revenus l'attestation prévue par la réglementation concernant le développement de services et d'emplois de proximité et délivrée par la société émettrice des titres-services. ».

**Art. 59.** L'article 63/10 de l'arrêté royal du 27 août 1993 portant exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> septembre 1995 et modifié par l'arrêté royal du 2 avril 2002, est abrogé.

*Section 6. — Dispositions relatives au précompte immobilier*

**Art. 60.** L'article 16 du décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité est abrogé.

**Art. 61.** A l'article 17 du même décret, l'alinéa 3 est supprimé.

*CHAPITRE XII. — Disposition en matière de frais d'avocats et de justice*

**Art. 62.** Le Gouvernement est autorisé à accorder des provisions aux avocats et huissiers de justice qui interviennent pour le compte de la Région wallonne.

*CHAPITRE XIII. — Disposition relative aux comités d'acquisition*

**Art. 63.** Les agents du Service public de Wallonie désignés en qualité de commissaire ou de président d'un comité d'acquisition sont habilités à authentifier les actes des personnes morales visés à l'article 6quinquies de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

*CHAPITRE XIV. — Disposition finale*

**Art. 64.** Le présent décret rentre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 à l'exception de la section 5 du chapitre XI qui est d'application à partir de l'exercice d'imposition 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 décembre 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,  
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—  
Note

(1) *Session 2016-2017.*

Documents du Parlement wallon, 667 (2016-2017) N<sup>os</sup> 1 à 11.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 décembre 2016.

Discussion.

*Vote.*

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2016/27338]

**21. DEZEMBER 2016 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

*KAPITEL I — Bestimmungen im Bereich der Verkehrssicherheit und der Straßeninfrastrukturen*

**Artikel 1** - Artikel 12 des Dekrets vom 22. Dezember 2010 über die Verkehrssicherheit und zur Festlegung der verschiedenen Bestimmungen in Sachen Straßen und Wasserstraßen wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 12 - Der Rat setzt sich aus einunddreißig effektiven Mitgliedern und einunddreißig stellvertretenden Mitgliedern zusammen, die von der Regierung ernannt werden, worunter:

1° ein Vertreter der Wallonischen Agentur für Verkehrssicherheit ("Agence wallonne pour la Sécurité routière");

2° ein Vertreter der mit den Straßen beauftragten regionalen Verwaltung;

3° ein Vertreter der mit der Mobilität beauftragten regionalen Verwaltung;

4° ein Vertreter der "SOFICO" ("Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen);

5° ein Vertreter des Belgischen Instituts für Verkehrssicherheit;

6° ein Vertreter des Zentrums für Straßenforschung ;

- 7° ein Vertreter der Ständigen Kommission der lokalen Polizei;
- 8° ein Vertreter der föderalen Polizei;
- 9° ein Vertreter des Kollegiums der Generalprokuratoren;
- 10° ein Vertreter des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie ("Union des Villes et Communes de Wallonie");
- 11° ein Vertreter des von der französischen Gemeinschaft erteilten obligatorischen Unterrichts;
- 12° ein Vertreter des von der deutschsprachigen Gemeinschaft erteilten obligatorischen Unterrichts;
- 13° ein Vertreter des Familienbunds;
- 14° ein Vertreter der Vereinigungen zur Förderung einer verantwortungsvollen Fahrweise unter den repräsentativen Vereinigungen;
- 15° drei Vertreter der Vereinigungen der Straßenopfer unter den repräsentativen Vereinigungen;
- 16° ein Vertreter des Berufsverbands der Versicherungsunternehmen;
- 17° ein Vertreter der Fahrausbildung unter den repräsentativen Vereinigungen;
- 18° zwei Vertreter des Personenkraftverkehrs, die von ihrem Verband vorgeschlagen werden;
- 19° ein Vertreter der Autofahrer unter den repräsentativen Vereinigungen;
- 20° ein vom „CESRW“ Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region vorgeschlagener Vertreter der Automobilunternehmen;
- 20° ein Vertreter der Motorradfahrer unter den repräsentativen Vereinigungen;
- 22° ein Vertreter der Radfahrer unter den repräsentativen Vereinigungen;
- 23° zwei Vertreter der Fußgänger und Personen mit eingeschränkter Mobilität unter den repräsentativen Vereinigungen;
- 24° ein Vertreter der Taxis;
- 25° ein Vertreter des Verbands der zugelassenen Unternehmen für die Technische Fahrzeugprüfung;
- 26° zwei vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region vorgeschlagene Vertreter des Güterkraftverkehrs.

Die Ernennung der von den repräsentativen Vereinigungen vorgeschlagenen Vertreter erfolgt auf der Grundlage eines Bewerberaufrufs, der für diese Vereinigungen auf der Webseite des Rates erlassen wird.

Die Funktion des Rates wird nicht beeinträchtigt, noch die Gültigkeit seiner Handlungen beeinflusst, wenn andere Körperschaften des föderalen Staats als die Wallonische Region keine Vorschläge von Vertretern unterbreiten oder wenn Letztere an den Versammlungen des Rates nicht teilnehmen.

Die Mitglieder des Rates benennen aus ihrer Mitte den Vorsitzenden und stellvertretenden Vorsitzenden dieses Rates."

**Art. 2** - Artikel 13 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 13 - Der Sitz und das Sekretariat des Rates werden in den Räumlichkeiten der Einrichtung niedergelassen, deren Vertreter den Vorsitz des Rates übernimmt."

#### KAPITEL II — *Bestimmung im Bereich der Landwirtschaft*

**Art. 3** - Die Höhe der Beiträge an den Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse nach Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 über die Koexistenz genetisch veränderter, konventioneller und biologischer Kulturen wird bestätigt.

#### KAPITEL III — *Bestimmung im Bereich der Naturerhaltung*

**Art. 4** - In Artikel 58<sup>sexies</sup> § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, eingefügt durch das Dekret vom 22. Januar 1998, wird das Wort "hauptberuflich" gestrichen.

#### KAPITEL IV — *Bestimmungen im Bereich des Tourismus und der Kleinkindbetreuung*

**Art. 5** - Artikel 5 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 5 wird um einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

"Das Zentrum ist ebenfalls zur Gewährleistung der Finanzierung von Ausrüstungen im Bereich des sozialen Tourismus im Sinne von Buch III des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus befugt." ;

2° Dieser Artikel wird um einen wie folgt verfassten Paragraphen 13 ergänzt:

"§ 13. Mit der Zustimmung der Regierung und zu den von ihr festgelegten Bedingungen ist das regionale Beihilfezentrum für die Gemeinden befugt, zugunsten der Organisationsträger der Kinderbetreuungsstrukturen, die Liquidation der Investitionen, für die von der Regierung eine Subvention gewährt wurde, zu gewährleisten."

#### KAPITEL V — *Bestimmung im Bereich der Flughäfen*

**Art. 6** - In Artikel 5<sup>bis</sup> § 4 Absatz 2 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb der Flughäfen und Flugplätze, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 2011, werden die Wörter "von 10 Werktagen" durch "von 20 Werktagen" ersetzt.



KAPITEL VI — *Abänderung des Gesetzes vom 22. Januar 1945 über die Wirtschaftsregelung und die Preise*

**Art. 7** - Artikel 2 § 4 des Gesetzes vom 22. Januar 1945 über die Wirtschaftsregelung und die Preise, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 30. Dezember 1988, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "à l'exception de la fixation des prix dans les établissements d'hébergement pour aînés" werden zwischen die Wörter "le présent article," und die Wörter "le Ministre" eingefügt;

2° Der Paragraph wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Was die Festlegung der Preise für die Wasserversorgung und -sanierung betrifft, konsultiert der Minister für Wirtschaft in Abweichung von Absatz 4 zuvor den durch Artikel D-4 des Wallonischen Wassergesetzbuches eingerichteten Kontrollausschuss für Wasser, dessen Satzungen nach den Artikeln R-16 ff dieses Gesetzbuches festgelegt sind."

KAPITEL VII — *Bestimmungen betreffend die Wallonische Exportagentur ("Agence wallonne pour l'exportation")*

**Art. 8** - In Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), abgeändert durch das Dekret vom 1. April 2004, werden die Wörter ", der beigeordnete Generalverwalter" zwischen "der Generalverwalter" und "die Generaldirektoren" eingefügt.

**Art. 9** - In Artikel 7 § 3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 1. April 2004, werden die Wörter "dem beigeordneten Generalverwalter," zwischen "dem Vorsitzenden des Rates," und "den beiden Generaldirektoren" eingefügt.

**Art. 10** - Artikel 11 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 3. Dezember 2015, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 11 - Die Agentur wird durch einen Generalverwalter des Dienstrangs A2 geleitet, der von einem beigeordneten Generalverwalter des Dienstrangs A2 und zwei Generaldirektoren des Dienstrangs A3 unterstützt wird.

Der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter werden von der Regierung für ein Mandat benannt, das den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen unterliegt.

Die Generaldirektoren werden zu den in Buch II, Titel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert.

Die Regierung bestimmt, welche Vollmachten den leitenden Beamten anvertraut werden, unbeschadet der dem Verwaltungsrat vorbehaltenen Befugnisse."

**Art. 11** - In Artikel 12 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 1. April 2004, werden die Wörter "die Generaldirektoren vertreten" durch die Wörter "der beigeordnete Generalverwalter und die Generaldirektoren vertreten" ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel 22bis Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 2004, werden die Wörter "dem beigeordneten Generalverwalter," zwischen "aus dem Generalverwalter," und "dem mit den ausländischen Investitionen beauftragten Generaldirektor" eingefügt.

KAPITEL VIII — *Abänderung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S."*

**Art. 13** - In Artikel 2 des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S. »", , abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Le Gouvernement octroie pour l'organisation des services de proximité à finalité sociale visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> un mandat dans le cadre d'un service d'intérêt économique général, tel que visé aux articles 14 et 106, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ainsi qu'au Protocole n° 26 y attaché."

**Art. 14** - In Artikel 12 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird Absatz 2 aufgehoben.

KAPITEL IX — *Bestimmung in Bezug auf das Dekret vom 5. Dezember 2008 zur Gründung der öffentlich-rechtlichen Aktiengesellschaft "Le Circuit de Spa-Francorchamps"*

**Art. 15** - Artikel 6 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 zur Gründung der öffentlich-rechtlichen Aktiengesellschaft "Le Circuit de Spa-Francorchamps" wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 6 - Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens zwölf und höchstens achtzehn Mitgliedern, die von der Generalversammlung benannt werden.

Die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder muss die Wallonische Region vertreten und wird auf Vorschlag der Wallonischen Regierung bestimmt. Sie dürfen nur mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung von der Generalversammlung abberufen werden.

Die SA SOGEPa ist von Rechts wegen Mitglied des Verwaltungsrats der Gesellschaft.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt und ihr Mandat ist erneuerbar.

Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrats werden von dem Verwaltungsrat auf Vorschlag der Wallonischen Regierung unter den Verwaltungsratsmitgliedern, die die Wallonische Regierung vertreten, benannt.

Unter Vorbehalt einer statutarischen Ausnahmeregelung, durch die eine qualifizierte Mehrheit vorgesehen wird, werden die Beschlüsse des Verwaltungsrats mit der einfachen Mehrheit gefasst. Bei Stimmgleichheit im Verwaltungsrat ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend."



**Art. 16** - Artikel 7 des vorgenannten Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 7 - Der Verwaltungsrat kann einen Exekutivausschuss wählen. Dieser wird mit der Untersuchung der Akten, die dem Verwaltungsrat zu unterbreiten sind, mit der Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats und mit der Ausübung der Rolle eines strategischen Ausschusses beauftragt.

*Der Exekutivausschuss besteht aus fünf Mitgliedern, die unter den Mitgliedern des Verwaltungsrats nach gleich lautender Stellungnahme der Wallonischen Regierung gewählt werden, unter denen sich der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und das Verwaltungsratsmitglied, das die SOGEPa vertritt, befinden. Der Generaldirektor nimmt mit beratender Stimme an den Versammlungen des Exekutivausschusses teil."*

#### KAPITEL X — Bestimmungen in den Bereichen Energie, Wohnungswesen und lokale Behörden

##### Abschnitt 1 — Abänderungen des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts

**Art. 17** - In dem Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird die Überschrift von Kapitel XIIIbis, ersetzt durch das Dekret vom 11. April 2014, durch folgende Überschrift ersetzt: "Energiefonds".

**Art. 18** - Artikel 51bis Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird wie folgt abgeändert:

- a) die Wörter "und nachhaltige Entwicklung" werden gestrichen;
- b) Ziffer 10 wird aufgehoben.

**Art. 19** - In Artikel 51ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, werden die Wörter "und nachhaltige Entwicklung" gestrichen.

##### Abschnitt 2 — Abänderungen des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse

**Art. 20** - Der durch das Dekret vom 9. Februar 2012 eingefügte Artikel 13bis des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 13bis - Es wird ein Fonds für Ersatzwohnungen ("Fonds régional pour le relogement") eingerichtet, der ein Haushaltsfonds im Sinne von Artikel 4 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten bildet.

Diesem Fonds werden die Einnahmen zugewiesen, die sich aus den in Artikel 13ter des Gesetzbuches erwähnten Verwaltungsstrafen sowie aus den in Artikel 190 § 3 des Gesetzbuches erwähnten Strafen ergeben.

Den Mitteln, die den in Absatz 1 erwähnten Fonds betreffen, werden die Ausgaben in Bezug auf die Wiederunterbringung des kraft Artikel 7, Abs. 3 oder 6, oder Artikel 13 Abs. 3 ausgewiesenen Bewohners angerechnet."

**Art. 21** - Der durch das Dekret vom 9. Februar 2012 eingefügte Artikel 13ter desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 13ter - Der von der Regierung bestimmte Beamte der Verwaltung kann nach den in Artikel 200bis, § 2, Ziffer 6, 7 und 9 festgelegten Modalitäten eine administrative Geldbuße zu Lasten des Vermieters einer Wohnung auferlegen, sobald gegen diese Wohnung ein Wohnverbot von dem Bürgermeister oder der Regierung verkündet wird."

**Art. 22** - In dem zuletzt durch Dekret vom 16. Mai 2013 geänderten Artikel 94 § 1 Absatz 2 Ziffer 3 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° die Wortfolge "die Klauseln der Mietverträge" wird durch "die Klauseln für eine bestimmte oder unbestimmte Zeitdauer abgeschlossenen Mietverträge" ersetzt;
- 2° in der französischen Fassung wird unter Buchstabe a das Wort "déterminée" durch "fixée" ersetzt.

**Art. 23** - Der durch das Dekret vom 20. Juli 2005 zuletzt geänderte Artikel 189 desselben Gesetzbuches wird mit einem wie folgt lautenden Paragraph 4 ergänzt:

"§ 4. Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen die Gemeinde gegen den Beschluss, der betreffend das der Regierung übermittelte kommunale Programm getroffen wurde, eine Beschwerde einlegen kann.

Die Beschwerde wird bei einer Kammer eingelegt, die von der Regierung geschaffen wird, welche deren Zusammensetzung und Funktionsweise bestimmt."

##### Abschnitt 3 — Ecopack/Revopack-Fonds

**Art. 24** - Es wird ein Ecopack/Renopack-Fonds geschaffen, der einen Haushaltsfonds im Sinne von Art. 4 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten bildet.

Diesem Fonds werden die Einnahmen, die sich aus der Rückerstattung von eintreibbaren Vorschüssen ergeben, die durch die Wallonische Region zur Finanzierung der durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft ("Société wallonne du Crédit social") und durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des familles nombreuses de la Région wallonne") zugeteilten "Ecopacks" und "Renopacks" gewährt wurden, zugewiesen.

Die Ausgaben betreffend dieselben in der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 genehmigten Regelung über die Darlehen bestimmten Ecopacks und Renopacks werden auf die Mittel bezüglich des in Absatz 1 erwähnten Fonds angerechnet.

##### Abschnitt 4 — Änderungen im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Art. 25** - In Artikel L1312-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Das Gemeindegremium erlässt jedes Jahr die provisorische Haushaltsrechnung des vorigen Haushaltsjahrs und übermittelt sie der Wallonischen Regierung spätestens zum 15. Februar in der Form einer SIC-Datei.

Diese provisorische Haushaltsrechnung umfasst die Nettolage der am 31. Dezember verbuchten festgestellten Ansprüche, Verpflichtungen und Anrechnungen.

Der Gemeinderat erlässt jedes Jahr die Jahresabrechnung des vorigen Haushaltsjahres und übermittelt sie der Wallonischen Regierung spätestens zum 1. Juni in der Form einer SIC-Datei."

**Art. 26** - Artikel L1312-2 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1312-2 - Das Gemeindekollegium erlässt jedes Jahr den Entwurf des ursprünglichen Ausgaben- und Einnahmenhaushaltsplans der Gemeinde für das nachfolgende Haushaltsjahr und übermittelt ihn der Regierung spätestens zum 1. Oktober in der Form einer SIC-Datei.

Der Gemeinderat erlässt jedes Jahr spätestens zum 31. Dezember den endgültigen ursprünglichen Ausgaben- und Einnahmenhaushaltsplan der Gemeinde für das nachfolgende Haushaltsjahr. Dieser endgültige ursprüngliche Haushaltsplan wird spätestens zum 15. Januar der Regierung in der Form einer SIC-Datei übermittelt."

**Art. 27** - In Artikel L2231-6 desselben Kodex wird Absatz 1 durch das Folgende ersetzt:

"Das Provinzkollegium erlässt jedes Jahr den Entwurf des ursprünglichen Ausgaben- und Einnahmenhaushaltsplans der Provinz für das nachfolgende Haushaltsjahr und übermittelt ihn der Regierung spätestens zum 1. Oktober in der Form einer SIC-Datei.

Der Provinzialrat erlässt jedes Jahr spätestens zum 31. Dezember, und gegebenenfalls nach Konsultierung der Beiräte und/oder der Beteiligungsräte, den endgültigen ursprünglichen Ausgaben- und Einnahmenhaushaltsplan der Provinz für das nachfolgende Haushaltsjahr, sowie einen allgemeinen Richtlinienplan. Dieser endgültige ursprüngliche Haushaltsplan wird spätestens zum 15. Januar der Regierung in der Form einer SIC-Datei übermittelt."

**Art. 28** - In Artikel L2231-8 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, werden Absatz 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

"Das Provinzkollegium erlässt jedes Jahr die provisorische Haushaltsrechnung des vorigen Haushaltsjahrs und übermittelt sie der Wallonischen Regierung spätestens zum 15. Februar in der Form einer SIC-Datei.

Diese provisorische Haushaltsrechnung umfasst die Nettolage der am 31. Dezember verbuchten festgestellten Ansprüche, Verpflichtungen und Anrechnungen.

Der Provinzialrat erlässt jedes Jahr die Jahresabrechnung des vorigen Haushaltsjahres und übermittelt sie der Wallonischen Regierung spätestens zum 1. Juni in der Form einer SIC-Datei. Die Jahresrechnungen umfassen die Haushaltsrechnung, die Ergebnisrechnung und die Bilanz, sowie die Liste der Auftragnehmer von Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, für die der Provinzialrat das Vergabeverfahren und die Bedingungen festgelegt hat."

**Art. 29** - Artikel L2233-4 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 23. Februar 2006, wird aufgehoben.

**Art. 30** - In Teil II Buch II Titel III Kapitel III Abschnitt 2 desselben Kodex wird die Überschrift von Unterabschnitt 3 durch folgende Überschrift ersetzt: "Ausführung und Auszahlung".

**Art. 31** - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L2233-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L2233-4 - Der Betrag des Fonds wird den Provinzen in drei dreimonatlichen Teilbeträgen in Höhe von achtzig Prozent ausgezahlt.

Diese Teilzahlungen erfolgen jeweils im Laufe des Monats Februar, Mai und August und entsprechen jeweils dreißig Prozent, dreißig Prozent und zwanzig Prozent der den in Anwendung von Artikel L2233-3 Provinzen zukommenden Anteilen."

**Art. 32** - Artikel L2233-5 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L2233-5 - Der Restbetrag von zwanzig Prozent des Provinzfonds wird spätestens zum 31. Dezember eines jeden Haushaltsjahres ausgezahlt, vorausgesetzt, dass ein Vertrag zur Einführung von übergemeindlichen Strukturen zwischen jeder Provinz und den betroffenen Gemeinden abgeschlossen wird. In diesem Vertrag wird vorgesehen, dass

1° jede Provinz im Laufe des betreffenden Haushaltsjahrs einen Betrag von mindestens zehn Prozent des Provinzfonds für die Übernahme der anschließend an die Schaffung der Hilfeleistungszonen entstandenen, von den Gemeinden finanzierten neuen Ausgaben bestimmt, und diesen Betrag den Gemeinden zahlt;

2° jede Provinz spätestens 2018 zehn Prozent des Fonds zusätzlichen Aktionen im Bereich der übergemeindlichen Strukturen widmet. Sollte eine Provinz nicht zumindest zehn Prozent des Fonds diesen zusätzlichen Aktionen im Bereich der übergemeindlichen Strukturen widmen, so darf dieser Prozentsatz nicht unter dem Prozentsatz vom 1. Januar 2014 liegen."

**Art. 33** - Artikel L2233-6 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L2233-6 - Die Regierung legt die Durchführungsmaßnahmen bezüglich des Vertrags zur Einführung von übergemeindlichen Strukturen und im Hinblick auf die Umsetzung des Unterabschnitts 3 fest."

**Art. 34** - Die Artikel L2233-7, L2233-8 und L2233-9 desselben Kodex werden aufgehoben.

**Art. 35** - In Teil II Buch II Titel III Kapitel III Abschnitt 2 desselben Kodex wird Unterabschnitt 4 mit den Artikeln L2233-10 bis L2233-15 aufgehoben.

*Abschnitt 5* — Abänderungen des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren

**Art. 36** - Artikel 5 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird um einen Paragraphen 14 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 14. Mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung und unter den durch Letztere festgelegten Bedingungen ist das Regionale Beihilfezentrum für die Gemeinden dazu befugt, zugunsten der Gemeinden die Finanzierung der Investitionen zu gewährleisten, die in Anwendung von Artikel 172 und 173 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie bezuschusst werden."

*Abschnitt 6 — Abänderungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie*

**Art. 37** - In Artikel 172 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, ersetzt durch das Dekret vom 27. November 1997 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Oktober 2013 wird ein Paragraph *2bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ *2bis* - Die Regierung kann für die kraft Paragraph 2 gewährte Subvention einen Höchstbetrag festlegen und das Verfahren für die Gewährung dieser Subvention bestimmen.”.

*Abschnitt 7 — Abänderungen am Dekret vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen*

**Art. 38** - Artikel 52 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 52 - Artikel 1, 8, 9, 26, 27, 28, 43 und 44 treten am 1. Januar 2017 in Kraft.

Artikel 10 und 11 des Dekrets treten am 1. Juni 2017 in Kraft.

Artikel 12 bis 25, 29 bis 42, 45 bis 49 Ziffer 2, und Artikel 50 bis 51 treten am 1. Dezember 2017 in Kraft.”.

*Abschnitt 8 - Organisation und Arbeitsweise der Interkommunalen*

**Art. 39** - In Artikel 1 des Dekrets vom 16. Juli 2015 über die internen Regeln für die Organisation und die Arbeitsweise der Interkommunalen, die als Betreiber von Verteilernetzen oder von Kommunikationsnetzen handeln, wird ein wie folgt verfasster Absatz eingefügt:

“Während des Übergangszeitraums für die Angleichung der Satzungen an die gesamten Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung kann jede Entlohnung, die in einem Sektorenausschuss der Interkommunale oder einem gleichgestellten Organ gewährt wäre, nur in dem Erhalt eines Anwesenheitsgelds für jede Sitzung, an der teilgenommen wird, bestehen. Dieses Anwesenheitsgeld beläuft sich auf höchstens 150 Euro für einen Verwalter, 250 Euro für einen Vizevorsitzenden und 300 Euro für einen Vorsitzenden. . Die vorgenannten Beträge verstehen sich als Brutto-Beträge.”.

KAPITEL XI — *Steuerrechtliche Bestimmungen*

*Abschnitt 1 — Maßnahmen im Bereich der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern*

*Unterabschnitt 1 — Maßnahme in Bezug auf Schwerlastfahrzeuge*

**Art. 40** - In Artikel 9 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, ersetzt durch das Gesetz vom 8. April 2002, wird Punkt E durch Folgendes ersetzt:

“E. Kraftfahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen für den Güterverkehr

Wenn das höchstzulässige Gesamtgewicht des Fahrzeugs oder der Fahrzeugkombination 3500 Kilogramm überschreitet, wird die Steuer aufgrund der Anzahl der Achsen und der Art der Federung nach folgenden Tabellen festgelegt:

1. Solo-Motorfahrzeuge

Das höchstzulässige Gesamtgewicht, das für die Anwendung der Tabellen I bis IV zu berücksichtigen ist, ist das höchstzulässige Eigengewicht des Motorfahrzeugs.

Tabelle I - Motorfahrzeug mit höchstens zwei Achsen:

hzG in Kilogramm		1 oder 2 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3.501	11 999	0.00	0.00
12.000	12.999	0.00	31.00
13.000	13.999	31.00	86.00
14.000	14.999	86.00	121.00
15.000	16.999	121.00	274.00
17.000	>17.000	121.00	274.00

Tabelle II - Motorfahrzeug mit drei Achsen:

hzG in Kilogramm		3 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	14.999	31.00	54.00

15.000	16.999	31.00	54.00
17.000	18.999	54.00	111.00
19.000	20.999	111.00	144.00
21.000	22.999	144.00	222.00
23.000	>25.000	222.00	345.00

Tabelle III - Motorfahrzeug mit vier Achsen:

hzG in Kilogramm		4 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	22.999	144.00	146.00
23.000	24.999	144.00	146.00
25.000	26.999	146.00	228.00
27.000	28.999	228.00	362.00
29.000	>31.000	362.00	537.00

Tabelle IV - Motorfahrzeug mit mehr als vier Achsen:

hzG in Kilogramm		4 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	12.999	0.00	0.00
13.000	13.999	0.00	0.00
14.000	14.999	0.00	0.00
15.000	15.999	0.00	0.00
16.000	16.999	0.00	14.00
17.000	17.999	0.00	14.00
18.000	18.999	14.00	32.00
19.000	19.999	14.00	32.00
20.000	20.999	32.00	75.00
21.000	21.999	32.00	75.00
22.000	22.999	75.00	97.00
23.000	23.999	97.00	175.00
24.000	24.999	97.00	175.00
25.000	25.999	175.00	307.00
26.000	26.999	175.00	307.00
27.000	27.999	175.00	307.00
28.000	28.999	175.00	307.00
29.000	29.999	175.00	307.00
30.000	30.999	175.00	307.00
31.000	>31.000	175.00	307.00

2. Fahrzeugkombination

Das höchstzulässige Gesamtgewicht, das für die Anwendung der Tabellen V bis X zu berücksichtigen ist, ist die Summe der höchstzulässigen Gesamtgewichte der Fahrzeuge, die Teil der Fahrzeugkombination sind.

Tabelle V - Motorfahrzeug mit höchstens zwei Achsen und Anhänger oder Sattelanhänger mit nur einer Achse:

hzG in Kilogramm		1 + 1 oder 2 + 1 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3.501	11. 999	0.00	0.00
12.000	15.999	0.00	0.00
16.000	17.999	0.00	14.00
18.000	19.999	14.00	32.00
20.000	21.999	32.00	75.00
22.000	22.999	75.00	97.00
23.000	24.999	97.00	175.00
25.000	>27.000	175.00	307.00

Tabelle VI - Motorfahrzeug mit zwei Achsen und Anhänger oder Sattelanhänger mit zwei Achsen:

hzG in Kilogramm		2 + 2 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	22.999	30.00	70.00
23 000	24.999	30.00	70.00
25.000	25.999	70.00	115.00
26.000	27.999	115.00	169.00
28.000	28.999	169.00	204.00
29.000	30.999	204.00	335.00
31.000	32.999	335.00	465.00
33.000	>37.000	465.00	706.00

Tabelle VII - Motorfahrzeug mit zwei Achsen und Anhänger oder Sattelanhänger mit drei Achsen:

hzG in Kilogramm		2 + 3 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3.501	11. 999	0.00	0.00
12.000	35.999	370.00	515.00
36 000	37.999	370.00	515.00
38.000	> 39.999	515.00	700.00

Tabelle VIII - Motorfahrzeug mit drei Achsen und Anhänger oder Sattelanhänger mit höchstens zwei Achsen:

hzG in Kilogramm		3 + 1 oder 3 + 2 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3.501	11. 999	0.00	0.00
12.000	35.999	327.00	454.00

36 000	37.999	327.00	454.00
38 000	39. 999	454.00	628.00
40 000	> 43.000	628.00	929.00

Tabelle IX - Motorfahrzeug mit drei Achsen und Anhänger oder Sattelanhänger mit drei Achsen:

hzG in Kilogramm		3 + 3 Achsen	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	35.999	186.00	225.00
36 000	37.999	186.00	225.00
38 000	39.999	225.00	336.00
40 000	> 43.000	336.00	535.00

Tabelle X - Fahrzeugkombination mit einer anderen Konfiguration als in den Tabellen V bis IX:

hzG in Kilogramm		Sonstiges	
		Luftfederung oder als gleichwertig anerkannte Federung der Antriebsachse(n)	Andere Federungssysteme der Antriebsachse(n)
von	bis	Beträge in Euro	
3.501	15.999	0.00	0.00
16.000	16.999	0.00	14.00
17.000	17.999	0.00	14.00
18.000	18.999	14.00	32.00
19.000	19.999	14.00	32.00
20.000	20.999	32.00	75.00
21.000	21.999	32.00	75.00
22.000	22.999	75.00	97.00
23.000	23.999	97.00	175.00
24.000	24.999	97.00	175.00
25.000	25.999	175.00	307.00
26.000	26.999	175.00	307.00
27.000	27.999	175.00	307.00
28.000	28.999	175.00	307.00
29.000	29.999	204.00	335.00
30.000	30.999	204.00	335.00
31.000	31.999	335.00	465.00
32.000	32.999	335.00	465.00
33.000	33.999	465.00	706.00
34.000	34.999	465.00	706.00
35.000	35.999	465.00	706.00
36.000	36.999	465.00	706.00
37.000	37.999	465.00	706.00
38.000	38.999	465.00	706.00
39.000	39.999	465.00	706.00
40.000	40.999	465.00	706.00
41.000	41.999	465.00	706.00
42.000	42.999	465.00	706.00
43.000	>43.000	465.00	706.00



## Unterabschnitt 2 — Maßnahmen in Bezug auf Oldtimer-Fahrzeuge

**Art. 41** - In Artikel 10 § 1 Ziffer 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 werden die Wörter "fünfundzwanzig Jahren" durch "dreißig Jahren" ersetzt.

**Art. 42** - In Artikel 97<sup>quinquies</sup> desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013 werden die Wörter "für die Fahrzeuge, die in Artikel 2 § 2 Absatz 2 Ziffer 7 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör erwähnt werden" durch folgende Wörter ersetzt: "für die seit mehr als dreißig Jahren in Verkehr gebrachten Fahrzeuge, die unter einem der in Artikel 4 § 2 des ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen erwähnten Nummernschildern zugelassen sind".

## Abschnitt 2 — Maßnahmen im Bereich der Registrierungsgebühren

## Unterabschnitt 1 — Entgeltliche Übertragung unbeweglicher Güter

**Art. 43** - Artikel 44 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2013, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Die Gebühr wird auf 12,50 Prozent für den Verkauf, den Austausch und gleich welchen Übertragungsvertrag gegen Entgelt bezüglich des Eigentums oder des Nießbrauchs von unbeweglichen Gütern festgesetzt.

Wenn der in Absatz 1 erwähnte Vorgang ein oder mehrere Wohngebäude im Sinne von Artikel 44<sup>bis</sup> betrifft, unterliegt die Anwendung des Tarifs von 12,5% einer beglaubigten und unterzeichneten Erklärung, die sich im oder am Ende des Vertrags, der die Erhebung einer anteiligen Registrierungsgebühr veranlasst, oder in einem diesem Vertrag beigefügten unterzeichneten Schriftstück befindet, in der ausdrücklich steht, dass der Erwerber, als juristische oder natürliche Person, am Datum des Vorgangs oder durch diesen Vorgang nicht mindestens zwei andere Wohngebäude besitzt.

Wenn diese Erklärung nicht vorliegt, wird der Vertrag zum in Artikel 44<sup>bis</sup> festgelegten Tarif registriert; alles, was über den in vorliegendem Artikel vorgesehenen Tarif hinaus erhoben wird, ist gemäß Artikel 209 Ziffer 1 c) und aufgrund der Erklärung des Erwerbers mit dem in Absatz 2 vorgesehenen Vermerk zu erstatten.

Wenn sich herausstellt, dass die in Absatz 2 genannte Erklärung unrichtig ist, sind die sich aus der Anwendung von Artikel 44<sup>bis</sup> ergebenden Zusatzgebühren einforderbar und verwirkt der Erwerber eine Geldstrafe in Höhe der hinterzogenen Gebühren."

**Art. 44** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 44<sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 44<sup>bis</sup> - Die in Artikel 44 festgelegte Gebühr wird ab dem Erwerb, durch Verkauf, Austausch oder gleich welchen Übertragungsvertrag gegen Entgelt bezüglich des Eigentums oder des Nießbrauchs, unter Ausschluss der Dienstbarkeit, eines dritten Wohngebäudes durch ein und dieselbe Person auf 15% erhöht.

Unter "Wohngebäude" versteht man das in Belgien oder im Ausland befindliche Gebäude oder den Teil eines in Belgien oder im Ausland befindlichen Gebäudes, insbesondere das Einfamilienhaus oder das Appartement, das aufgrund seiner Art dazu bestimmt ist, von einem Haushalt bewohnt zu werden, oder das als solches benutzt wird.

Wenn ein Gebäude speziell eingerichtet oder umgebaut worden ist, um mehrere deutlich getrennte Wohnungen zu enthalten, wird jede von ihnen als Wohnung betrachtet.

Zwecks der Bestimmung, ob das in Absatz 1 erwähnte Geschäft ein drittes Wohngebäude betrifft, werden folgende Gebäude nicht berücksichtigt:

1° Gebäude, von denen der Erwerber als juristische oder natürliche Person weniger als 33% in Volleigentum oder in Nießbrauch besitzt;

2° Gebäude, deren Erwerber spätestens binnen zwölf Monaten ab der authentischen Erwerbsurkunde des dritten Gebäudes das ihm gehörende dingliche Recht durch eine authentische Urkunde dinglich abgetreten hat;

3° Gebäude, die enteignet werden;

4° Gebäude, deren Erwerb zu dem nach Artikel 62 des vorliegenden Gesetzbuches festgelegten Tarif besteuert wurde."

**Art. 45** - In Artikel 62 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 27. April 1978, werden die Wörter "Die in Artikel 44 festgelegte Gebühr" durch die Wörter "Die in Artikel 44 und 44<sup>bis</sup> festgelegte Gebühr" ersetzt.

**Art. 46** - In Artikel 64 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "Die in Artikel 44 festgelegte Gebühr" durch die Wörter "Die in Artikel 44 und 44<sup>bis</sup> festgelegte Gebühr" ersetzt.

**Art. 47** - In Artikel 65 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "Die gewöhnliche Gebühr" durch die Wörter "Die in Artikel 44 und 44<sup>bis</sup> festgelegte Gebühr" ersetzt.

**Art. 48** - In Artikel 71 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "gewöhnliche Gebühren" durch die Wörter "die in Artikel 44 oder 44<sup>bis</sup> festgelegte Gebühr" ersetzt.

## Unterabschnitt 2 — Schenkung unter Lebenden von beweglichen oder unbeweglichen Gütern

**Art. 49** - In Artikel 131 Abs. 2 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1977 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 werden die Tabellen I und II durch folgende Tabellen ersetzt:

"Tabelle I

Teilbetrag der Schenkung		Gerade Linie	
		zwischen Ehepartnern und zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern	
Von bis	einschließlich	a	b
EUR	EUR	v.H.	EUR
0,01	25.000	3	-
25000,01	100.000	4	750
100000,01	175.000	9	3.750
175000,01	200.000	12	10.500
200000,01	400.000	18	13.500
400000,01	500.000	24	49.500
Über	500.000	30	73.500

Tabelle II

Teilbetrag der Schenkung		Zwischen Geschwistern		Zwischen Onkeln oder Tanten und Neffen oder Nichten		zwischen anderen Personen	
Von bis	einschließlich	a	b	a	b	a	b
EUR	EUR	v.H.	EUR	v.H.	EUR	v.H.	EUR
0,01	50.000	10	-	10	-	20	-
50.000,01	75.000	10	5.000	20	5000	30	10.000
75.000,01	150.000	20	7.500	20	10.000	30	17.500
150.000,01	175.000	20	22.500	30	25.000	40	40.000
175.000,01	300.000	30	27.500	30	32.500	40	50.000
300.000,01	350.000	30	65.000	40	70.000	50	100.000
350.000,01	450.000	40	80.000	40	90.000	50	125.000
Über	450.000	40	120.000	50	130.000	50	175.000"

**Art. 50** - In Artikel 131ter § 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009 wird die Tabelle durch folgende Tabelle ersetzt:

"Tabelle über den Vorzugstarif bei Schenkungen von Wohnungen			
Teilbetrag der Schenkung		a	b
von	bis einschließlich	a	b
EUR	EUR	v.H.	EUR
0.01	25.000	1	-
25.000,01	50.000	2	250
500.00,01	100.000	4	750
100.000,01	175.000	5	2.750
175.000,01	250.000	9	6.500
250.000,01	400.000	18	13.250
400.000,01	500.000	24	40.250
Über	500.000	30	64.250"

## Unterabschnitt 3 — Erstattung

**Art. 51** - Artikel 209 Ziffer 1 desselben Gesetzbuches wird um einen Punkt c) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"c) dass die Bedingung, der die Anwendung des in Artikel 44 festgelegten Tarifs unterliegt, erfüllt wird;"

**Art. 52** - In Artikel 212 Absatz 1, abgeändert durch das Gesetz vom 28. Dezember 1992, werden die Wörter "in Artikel 44" durch "in Artikel 44 oder 44bis" ersetzt.

*Abschnitt 3 — Maßnahmen im Bereich der Festsetzung, Beitreibung und Streitsachen bezüglich der regionalen Steuern und Abgaben*

**Art. 53** - Artikel 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Januar 2008 und 10. Dezember 2009, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Artikel 1 - Vorliegendes Dekret ist anwendbar auf die Steuern und Abgaben (Hauptbetrag und Zinsen), die durch Dekrete der Wallonischen Region eingeführt werden, soweit diese Dekrete nicht davon abweichen, sowie auf die sonstigen Steuern und Abgaben (Hauptbetrag und Zinsen) und Geldstrafen zugunsten der Wallonischen Region, der Provinzen, der Gemeindeföderationen und der Gemeinden, wenn vorliegendes Dekret ausdrücklich auf sie anwendbar gemacht wird.

Sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, ist vorliegendes Dekret ebenfalls auf die Zuschlagsteuern anwendbar, die von der Wallonischen Region zugunsten der Provinzen, der Gemeinden und der Gemeindeföderationen erhoben werden."

**Art. 54** - In demselben Dekret, Artikel 11*bis* § 4, eingefügt durch das Dekret vom 28. November 2013 werden die Wörter "und Eurovignette" durch ", Eurovignette und Kilometerabgabe" ersetzt.

**Art. 55** - In demselben Dekret, Artikel 12*bis* Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 28. November 2013 werden die Wörter "Was die Eurovignette, die Verkehrssteuer und die Inbetriebsetzungssteuer betrifft" durch "Was die Verkehrssteuer, die Inbetriebsetzungssteuer die Eurovignette und die Kilometerabgabe betrifft" ersetzt.

**Art. 56** - In Kapitel VII desselben Dekrets wird ein Artikel 52*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 52*ter* - Es werden Rückerstattungsfonds im Haushaltsplan eröffnet für unberechtigterweise bezogene Beträge in Sachen wallonische regionale Steuern und Abgaben, Gebühren und Geldstrafen.

Die Einnehmer, die die Einnahmen getätigt haben, sorgen für die Rückerstattung der unberechtigterweise bezogenen Beträge."

*Abschnitt 4 — Maßnahme im Bereich der lokalen Demokratie und Dezentralisierung*

**Art. 57** - In Artikel L3321-2 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung wird Absatz 2 durch folgenden Absatz ersetzt:

"Er ist jedoch nicht anwendbar auf die Zuschlagsteuern auf Steuern der Föderalbehörde sowie auf die Zuschlagsteuern, die von der Wallonischen Region zugunsten der Provinzen und Gemeinden erhoben werden."

*Abschnitt 5 — Bestimmungen in Sachen Dienstleistungsschecks*

**Art. 58** - Der durch das Gesetz vom 30. März 1994 eingefügte Artikel 145/22 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 145/22 - Die in Artikel 145/21 erwähnten Ausgaben werden für die Steuerermäßigung nur berücksichtigt:

1° mit Bezug auf die für Leistungen im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen getätigten Ausgaben:

a) in Höhe vom Nennwert der LBA-Schecks, die unter dem Namen des Steuerpflichtigen ausgestellt worden sind und die dieser beim Aussteller im Laufe des Besteuerungszeitraums gekauft hat, unter Abzug des Nennwerts derjenigen LBA-Schecks, die dem Aussteller im selben Besteuerungszeitraum zurückgeschickt worden sind;

b) unter der Bedingung, dass der Steuerpflichtige seiner Einkommensteuererklärung die von den Vorschriften betreffend die lokalen Beschäftigungsagenturen vorgesehene, vom Aussteller der LBA-Schecks erteilte Bescheinigung beifügt.

2° mit Bezug auf die für Leistungen, die mit Dienstleistungsschecks bezahlt werden, getätigten Ausgaben:

a) in Höhe vom Betrag, der aus den folgenden Berechnungen entsteht:

1) die Differenz zwischen dem Erwerbspreis der Dienstleistungsschecks, die unter dem Namen des Steuerpflichtigen ausgestellt worden sind und die dieser bei der ausstellenden Einrichtung im Laufe des Besteuerungszeitraums gekauft hat, einerseits, und dem Erwerbspreis derjenigen Dienstleistungsschecks, die dem Steuerpflichtigen von der ausstellenden Einrichtung im Laufe desselben Besteuerungszeitraums rückerstattet worden sind, andererseits;

2) der nach 1) ermittelte Betrag wird mit einem Koeffizienten multipliziert, dessen Zähler 3 entspricht und dessen Nenner dem Erwerbspreis des Dienstleistungsschecks entspricht;

3) der nach 2) ermittelte Betrag wird mit einem Koeffizienten multipliziert:

i. dessen Zähler der Differenz zwischen einerseits der Anzahl der Dienstleistungsschecks, die unter dem Namen des Steuerpflichtigen ausgestellt worden sind und die dieser bei der ausstellenden Einrichtung im Laufe des Besteuerungszeitraums gekauft hat, und andererseits, der Anzahl der Dienstleistungsschecks, die dem Steuerpflichtigen von der ausstellenden Einrichtung im Laufe desselben Besteuerungszeitraums rückerstattet worden sind. Der Zähler darf 150 nicht überschreiten;

ii. dessen Nenner der Differenz zwischen einerseits der Anzahl der Dienstleistungsschecks, die unter dem Namen des Steuerpflichtigen ausgestellt worden sind und die dieser bei der ausstellenden Einrichtung im Laufe des Besteuerungszeitraums gekauft hat, und andererseits, der Anzahl der Dienstleistungsschecks, die dem Steuerpflichtigen von der ausstellenden Einrichtung im Laufe desselben Besteuerungszeitraums rückerstattet worden sind;

b) nur unter der Bedingung, dass der Steuerpflichtige seiner Einkommensteuererklärung die von den Vorschriften betreffend die lokalen Beschäftigungsagenturen vorgesehene, vom Aussteller der LBA-Schecks erteilte Bescheinigung beifügt."

**Art. 59** - Artikel 63/10 des Königlichen Erlasses vom 27. August 1993 zur Ausführung des Einkommensteuergesetzbuchs 1992, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 1. September 1995 und abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 2. April 2002, wird aufgehoben.

*Abschnitt 6 - Bestimmungen in Bezug auf den Immobilienvorabzug*

**Art. 60** - Artikel 16 des Programmdekrets vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen wird aufgehoben.

**Art. 61** - Artikel 17 Absatz 3 desselben Dekrets wird gestrichen.

KAPITEL XI — *Bestimmung in Sachen Anwalts- und Gerichtskosten*

**Art. 62** - Die Regierung wird dazu ermächtigt, den Anwälten und Gerichtsvollziehern, die für Rechnung der Wallonischen Region vermitteln, Kostenvorschüsse zu gewähren.

KAPITEL XII — *Bestimmung in Bezug auf die Erwerbsausschüsse*

**Art. 63** - Die zum Kommissar oder Vorsitzenden eines Erwerbsausschusses bestellten Bediensteten des öffentlichen Dienstes der Wallonie sind dazu befugt, die in Artikel 6<sup>quinquies</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen angeführten Rechtsgeschäfte und Handlungen von juristischen Personen zu authentifizieren.

KAPITEL XIII — *Schlussbestimmung*

**Art. 64** - Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 2017 in Kraft, mit Ausnahme von Abschnitt 5 von Kapitel X, der ab dem Steuerjahr 2016 anwendbar ist.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Dezember 2016

Der Minister-Präsident,  
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,  
M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien,  
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie,  
P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung,  
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung,  
C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,  
R. COLLIN

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2016-2017*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 667 (2016-2017) Nrn. 1 bis 11  
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 21. Dezember 2016  
Diskussion.  
Abstimmung.

—  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27338]

**21 DECEMBER 2016. — Programmadecreet met betrekking tot verschillende maatregelen betreffende de begroting (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen inzake verkeersveiligheid en weginfrastructuur*

**Artikel 1.** Artikel 12 van het decreet van 22 december 2010 betreffende de verkeersveiligheid en houdende diverse bepalingen inzake wegen en waterwegen wordt vervangen als volgt :

“Art. 12. De Raad bestaat uit eenendertig gewone leden en eenendertig plaatsvervangende leden die door de Regering worden aangewezen, waaronder :

1° één vertegenwoordiger van het “Agence wallonne pour la Sécurité routière” (Waals Agentschap voor Verkeersveiligheid);

2° één vertegenwoordiger van de gewestelijke administratie die de wegen beheert;

3° één vertegenwoordiger van de gewestelijke administratie die mobiliteit beheert;

4° een vertegenwoordiger van de “SOFICO”;

5° één vertegenwoordiger van het Belgisch Instituut voor Verkeersveiligheid;

6° één vertegenwoordiger van het « Centre de Recherche routière » (Centrum voor Onderzoek inzake Verkeersveiligheid);

7° één vertegenwoordiger van de permanente commissie van de lokale politie;

8° één vertegenwoordiger van de federale politie;

9° één vertegenwoordiger van het College der Procureurs-generaal;

10° één vertegenwoordiger van de “Union des villes et des communes de Wallonie” (Vereniging van de Waalse Steden en Gemeenten);

- 11° één vertegenwoordiger van het verplicht onderwijs, voorgedragen door de Franse Gemeenschap;
- 12° één vertegenwoordiger van het verplicht onderwijs, voorgedragen door de Duitstalige Gemeenschap;
- 13° één vertegenwoordiger van de « Ligue des Familles »;
- 14° één vertegenwoordiger van de verenigingen die een verantwoordelijk rijgedrag voorstaan, onder de representatieve verenigingen;
- 15° drie vertegenwoordigers van de verenigingen van de slachtoffers van het wegverkeer, onder de representatieve verenigingen;
- 16° één vertegenwoordiger van de Beroepsvereniging van de Verzekeringsondernemingen;
- 17° één vertegenwoordiger van de rijopleidingen, onder de representatieve verenigingen;
- 18° twee vertegenwoordigers van het personenvervoer over de weg, voorgedragen door hun federatie;
- 19° één vertegenwoordiger van de automobilisten, onder de representatieve verenigingen;
- 20° één vertegenwoordiger van de autobedrijven, voorgedragen door de “Conseil économique et social de Wallonie” (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest);
- 21° één vertegenwoordiger van de motorrijders, onder de representatieve verenigingen;
- 22° één vertegenwoordiger van de fietsers, onder de representatieve verenigingen;
- 23° twee vertegenwoordigers van de voetgangers en van de personen met een verminderde beweeglijkheid, onder de representatieve verenigingen;
- 24° één vertegenwoordiger van de taxis;
- 25° één vertegenwoordiger van de autokeuringsbedrijven;
- 26° twee vertegenwoordigers van het vrachtvervoer over de weg, voorgedragen door de “Conseil économique et social de Wallonie” (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest).

De benoeming van de vertegenwoordigers voorgedragen door de representatieve verenigingen wordt verricht op grond van een oproep tot de kandidaten gericht aan die verenigingen, via de wegenwebsite van de Raad.

Het uitblijven van voordrachten van vertegenwoordigers door andere entiteiten van de federale overheid dan het Waalse Gewest of het feit dat laatstgenoemden de vergaderingen van de Raad niet bijwonen tasten de werking van die Raad niet aan en beïnvloeden de geldigheid van diens daden niet.

De leden van de Raad wijzen een Voorzitter en een Ondervoorzitter van deze Raad aan in hun midden.”.

**Art. 2.** Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 13. De zetel van de Raad en zijn secretariaat zijn gevestigd in de lokalen van de instelling waarvan de vertegenwoordiger het voorzitterschap van deze Raad neemt.”.

#### HOOFDSTUK II. — *Bepalingen inzake landbouw*

**Art. 3.** De bedragen van de bijdragen aan het “Fonds budgétaire de la Qualité des Produits animaux et végétaux” (Begrotingsfonds voor de Kwaliteit van de Dierlijke en Plantaardige Producten) bedoeld bij artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 betreffende de coëxistentie van genetisch gemodificeerde teelten naast gangbare en biologische teelten, worden bevestigd.

#### HOOFDSTUK III. — *Bepalingen inzake de natuur*

**Art. 4.** In artikel 58*sexies*, § 1, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, ingevoegd bij het decreet van 22 januari 1998, worden de woorden “als hoofdberoep” opgeheven.

#### HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen inzake toerisme en jonge kinderen*

**Art. 5.** In artikel 5 van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, laatst gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 5 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Het Centrum wordt er eveneens toe gemachtigd om de financiering van voorzieningen inzake Sociaal toerisme zoals bepaald bij Boek III van het Waalse Wetboek voor Toerisme te verzekeren.”;

2° artikel 13 wordt aangevuld met een paragraaf 13 luidend als volgt:

“§ 13. Met instemming en onder de voorwaarden van de Regering, is het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten ertoe gemachtigd om, ten gunste van de inrichtende machten van de voorzieningen inzake kinderopvang, de uitbetaling te verzekeren van de investeringen die in aanmerking zijn gekomen voor de toekenning door de Regering van een subsidie”.

#### HOOFDSTUK V. — *Bepalingen inzake luchthavens*

**Art. 6.** In artikel 5*bis*, § 4, tweede lid, van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 2011, worden de woorden “tien werkdagen” vervangen door de woorden “twintig werkdagen”.

#### HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen in de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen*

**Art. 7.** In artikel 2, § 4, van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen, laatst gewijzigd bij de wet van 30 december 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “met uitzondering van de vaststelling van de prijzen in de inrichtingen voor de huisvesting van bejaarde personen” ingevoegd tussen de woorden “in dit artikel,” en de woorden “raadpleegt de Minister”;

2° het paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“In afwijking van lid 4, voor de vaststelling van de prijzen met betrekking tot waterdistributie en sanering, raadpleegt de Minister van Economie allereerst het Comité voor Watercontrole, ingesteld bij artikel D-4 van het Waalse Waterwetboek en waarvan het statuut bij de artikelen R-16 en volgende van bedoeld Wetboek wordt bepaald.”.



HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende het “Agence wallonne à l’exportation” (Waals Agentschap voor Uitvoer)*

**Art. 8.** In artikel 4, § 2, van het decreet van 2 april 1998 tot oprichting van het “Agence wallonne à l’exportation et aux investissements étrangers” (Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings), gewijzigd bij het decreet van 1 april 2004, worden de woorden “, de adjunct-administrateur-generaal” ingevoegd tussen de woorden “de administrateur-generaal” en de woorden “en de directeurs-generaal”.

**Art. 9.** In artikel 7, § 3, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 april 2004, worden de woorden “de adjunct-administrateur-generaal” ingevoegd tussen de woorden “de voorzitter van de raad,” en de woorden “beide directeurs-generaal”.

**Art. 10.** Artikel 11 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, wordt vervangen als volgt:

“Art. 11. Het Agentschap wordt geleid door een administrateur-generaal van rang A2 bijgestaan door een adjunct-administrateur-generaal van rang A2 en door twee directeurs-generaal van Rang A3.

De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal worden voor een mandaat door de Regering benoemd onder de voorwaarden bepaald in Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode.

De directeurs-generaal worden door verhoging in graad bevorderd onder de voorwaarden vastgesteld bij titel III, Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De Regering bepaalt welke bevoegdheden aan de leidend ambtenaren worden toegekend, onverminderd de aan de raad van bestuur voorbehouden bevoegdheden. ».

**Art. 11.** Artikel 12, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 april 2004, worden de woorden “wordt hij vervangen door de directeurs-generaal” vervangen door de woorden “wordt hij vervangen door de adjunct-administrateur-generaal en de directeurs-generaal”.

**Art. 12.** In artikel 22bis, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 april 2004, worden de woorden “de adjunct-administrateur-generaal” ingevoegd tussen de woorden “de administrateur-generaal,” en de woorden “de directeur-generaal belast met de buitenlandse investeringen”.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging in het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “Initiatieven de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : “I.D.E.S.S.”*

**Art. 13.** In artikel 2 van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “Initiatieven de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : “I.D.E.S.S.”, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, wordt een lid ingevoegd tussen de leden 2 en 3, luidend als volgt:

“Voor de organisatie van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel bedoeld in het eerste lid, verleent de Regering een mandaat in het kader van een dienst van algemeen economisch belang, zoals bedoeld in de artikelen 14 en 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en in het desbetreffende Protocol nr. 26. ».

**Art. 14.** In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, wordt het tweede lid opgeheven.

HOOFDSTUK IX. — *Bepaling betreffende het decreet van 5 december 2008 houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap “Le Circuit de Spa-Francorchamps”*

**Art. 15.** Artikel 6 van het decreet van 5 december 2008 houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap “Le Circuit de Spa-Francorchamps” wordt vervangen door hetgeen volgt:

« Art. 6. De raad van bestuur bestaat minstens uit twaalf leden en hoogstens uit achttien leden, benoemd door de algemene vergadering.

De meerderheid van de bestuurders moet het Waalse Gewest vertegenwoordigen en wordt op de voordracht van de Waalse Regering aangewezen. Ze mogen door de algemene vergadering enkel herroepen worden mits instemming van de Waalse Regering.

De SA SOGEPa is bestuurder van rechtswege van de vennootschap.

De bestuurders worden benoemd voor een termijn van vijf jaar en hun mandaat is verlengbaar.

De voorzitter van de raad van bestuur wordt benoemd door de raad van bestuur op de voordracht van de Waalse Regering onder de bestuurders voorgedragen door de Waalse Regering.

Behoudens statutaire afwijking waarbij in een gekwalificeerde meerderheid wordt voorzien, worden de beslissingen van de Raad van bestuur bij eenvoudige meerderheid genomen. Bij staking van de stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend. ».

**Art. 16.** Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 7. De Raad van bestuur kiest een uitvoerend comité. Hij is belast met de behandeling van de dossiers die voorgelegd moeten worden aan de raad van bestuur en diens beslissingen ten uitvoer brengen.

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen inzake energie, huisvesting en plaatselijke besturen*

*Afdeling 1.* — *Wijzigingen in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.*

**Art. 17.** In het decreet van 12 april 2001, betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, wordt het opschrift van Hoofdstuk XIIbis, vervangen bij het decreet van 11 april 2014, vervangen door wat volgt :

“Energiefonds”.

**Art. 18.** In artikel 51bis, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en laatst gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “en duurzame ontwikkeling” worden opgeheven;

b) punt 10° wordt opgeheven.



**Art. 19.** In artikel 51*ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en laatst gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de woorden “en duurzame ontwikkeling” opgeheven.

*Afdeling 2. — Wijzigingen in het Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen*

**Art. 20.** Artikel 13*bis* van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, ingevoegd bij het decreet van 9 februari 2012, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 13*bis*. Er wordt een Gewestelijk herhuisvestingsfonds opgericht, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 4 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden.

Bestemd worden voor het Fonds de ontvangsten die voortvloeien uit de administratieve boetes bedoeld in artikel 13*ter* van het Wetboek alsook uit de sancties bedoeld in artikel 190, § 3 van het Wetboek.

Op het krediet betreffende het in het eerste lid bedoeld Fonds, worden de uitgaven aangerekend die betrekking hebben op de herhuisvesting van de gebruiker die wordt ontzet overeenkomstig artikel 7, derde of zesde lid of artikel 13, derde lid.”.

**Art. 21.** Artikel 13 *ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 9 februari 2012, wordt vervangen als volgt:

“Art. 13*ter*. De door de Regering aangewezen ambtenaar van de administratie kan, overeenkomstig de in artikel 200*bis*, § 2, 6, 7 en 9, bepaalde modaliteiten, een administratieve boete opleggen aan de verhuurder die een woning verhuurt, zodra een bewoningsverbodsbesluit door de burgemeester of door de Regering wordt opgelegd.”.

**Art. 22.** In artikel 94, § 1, tweede lid, 3°, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 16 mei 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “of bewoningsovereenkomsten” worden vervangen door de woorden “gesloten voor een bepaalde of onbepaalde duur of de bewoningsovereenkomsten”;

2° in punt a., wordt het woord “déterminée” in de Franse versie door het woord “fixée” vervangen.

**Art. 23.** Artikel 189 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. De Regering bepaalt de gevallen waarin de gemeente een beroep kan indienen tegen de beslissing die genomen is inzake het gemeentelijk programma overgemaakt aan de Regering.

Het beroep wordt ingediend bij een kamer opgericht door de Regering die de samenstelling en de werking ervan bepaalt.”.

*Afdeling 3. — Ecopack/Renopack-Fonds*

**Art. 24.** Er wordt een Ecopack/Renopack-fonds opgericht, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 4 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden.

Bestemd worden voor het Fonds de ontvangsten die voortvloeien uit terugbetalingen van terugvorderbare voorschotten toegekend door het Waalse Gewest voor de financiering van de “ecopacks en de renopacks” toegekend door de “Société wallonne de crédit social” (Waalse Sociale Kredietmaatschappij) en het “Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie” (Woningfonds van de grote gezinnen van Wallonië).

Op het krediet betreffende het in het eerste lid bedoelde Fonds, worden enkel de uitgaven aangerekend die betrekking hebben op dezelfde ecopacks en renopacks omschreven in het reglement van de leningen zoals goedgekeurd door het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015.

*Afdeling 4. — Wijzigingen in het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie*

**Art. 25.** In artikel L1312-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“Het gemeentecollege bepaalt elk jaar de voorlopige begrotingsrekening van het vorig dienstjaar. Hij maakt het uiterlijk op 15 februari aan de Regering over onder de vorm van een “SIC” bestand.

De voorlopige begrotingsrekening toont de toestand van de netto vastgestelde rechten, van de vastleggingen en van de aanrekeningen die op 31 december worden geboekt.

De gemeenteraad bepaalt elk jaar de jaarrekeningen van het vorig dienstjaar en maakt ze uiterlijk 1 juni over aan de Regering onder de vorm van een “SIC” bestand.”.

**Art. 26.** Artikel L1312-2 van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt:

“Art. L1312-2. Het gemeentecollege bepaalt elk jaar het ontwerp van oorspronkelijke begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeente voor het volgende dienstjaar. Hij maakt het uiterlijk op 1 oktober aan de Regering over onder de vorm van een “SIC” bestand.

De gemeenteraad bepaalt elk jaar, uiterlijk 31 december, de definitieve oorspronkelijke begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeente voor het volgende dienstjaar. Deze definitieve oorspronkelijk begroting wordt uiterlijk op 15 januari aan de Regering overgemaakt onder de vorm van een “SIC” bestand. ».

**Art. 27.** In artikel L2231-6, van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

Het provinciecollege bepaalt elk jaar het ontwerp van oorspronkelijke begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de provincie voor het volgende dienstjaar. Hij maakt het uiterlijk op 1 oktober aan de Regering over onder de vorm van een “SIC” bestand.

De gemeenteraad bepaalt elk jaar, uiterlijk 31 december, en desgevallend, na raadpleging van de adviserende en/of participatieve raden, de definitieve oorspronkelijke begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de provincie voor het volgende dienstjaar, alsook een algemene beleidsnota. Deze definitieve oorspronkelijk begroting wordt uiterlijk op 15 januari aan de Regering overgemaakt onder de vorm van een “SIC” bestand. ».

**Art. 28.** In artikel L2231-8 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de leden 1 en 2 vervangen als volgt:

Het provinciecollege bepaalt elk jaar de voorlopige begrotingsrekening van het vorig dienstjaar. Hij maakt het uiterlijk op 15 februari aan de Regering over onder de vorm van een "SIC" bestand.

Deze voorlopige begrotingsrekening toont de toestand van de netto vastgestelde rechten, van de vastleggingen en van de aanrekeningen die op 31 december worden geboekt.

De provincieraad bepaalt elk jaar de jaarrekeningen van het vorig dienstjaar en maakt ze uiterlijk 1 juni over aan de Regering onder de vorm van een "SIC" bestand. De jaarlijkse rekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultaatrekeningen en de balans alsmede de lijst van de aannemers van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten waarvoor de provincieraad de gunningswijze heeft gekozen en de voorwaarden heeft bepaald. ».

**Art. 29.** Artikel L2233-4 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 februari 2006, wordt opgeheven.

**Art. 30.** In Deel II, Boek II, Titel III, hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van onderafdeling 3 vervangen als volgt: "Uitvoering en uitbetaling".

**Art. 31.** In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L2233-4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L2233-4. Het bedrag van het fonds wordt uitbetaald aan de provincies ten belope van tachtig procent in drie driemaandelijke schijven.

Deze schijven worden gestort in de loop van de maanden februari, mei en augustus en bedragen respectievelijk dertig procent, dertig procent en twintig procent van de aandelen toegekend aan de provincies overeenkomstig artikel L2233-3."

**Art. 32.** Artikel L2233-5 van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt:

"Art. L2233-5. Het saldo van twintig procent van het Provinciefonds wordt uiterlijk op 31 december van elk boekjaar uitbetaald, op voorwaarde dat een bovengemeentelijke overeenkomst tussen elke provincie en de betrokken gemeenten wordt gesloten, waarbij wordt bepaald:

1° elke provincie bestemt voor en stort aan de gemeenten, in de loop van het betrokken dienstjaar, een bedrag van minstens tien procent van het provinciefonds voor de tenlasteneming van de nieuwe uitgaven die door de gemeenten worden gefinancierd na de oprichting van de hulpverleningszones;

2° elke provincie zet, uiterlijk in 2018, tien procent van het fonds in voor bijkomende bovengemeentelijke acties. Als een provincie vanaf nu niet minstens tien procent van het fonds voor deze bijkomende bovengemeentelijke acties bestemt, dan is dit percentage niet lager dan het percentage van 1 januari 2014."

**Art. 33.** Artikel L2233-6 van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt:

"Art. L2233-6. De Regering bepaalt de uitvoeringsmaatregelen in verband met de bovengemeentelijke overeenkomst en met de uitvoering van onderafdeling 3."

**Art. 34.** De artikelen L2233-7, L2233-8 et L2233-9 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

**Art. 35.** In Deel II, Boek II, Titel III, hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt onderafdeling 4, dat de artikelen L2233-10 tot L2233-15 inhoudt, opgeheven.

*Afdeling 5.* — Wijzigingen in het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven

**Art. 36.** Artikel 5 van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, wordt aangevuld met een paragraaf 14, luidend als volgt:

" § 14. Met instemming en onder de voorwaarden van de Waalse Regering, is het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten ertoe gemachtigd om, ten gunste van de gemeenten, de financiering van de gesubsidieerde investeringen te verzekeren, overeenkomstig de artikelen 172 en 173 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie."

*Afdeling 6.* — Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie

**Art. 37.** In artikel 172 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, vervangen bij het decreet van 27 november 1997 en gewijzigd bij het decreet van 10 oktober 2013, wordt een paragraaf 2bis ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 2bis. De Regering kan een maximum bedrag voor de toelage toegekend krachtens paragraaf 2 bepalen en de toekenningsprocedure van deze toelage omschrijven."

*Afdeling 7.* — Wijziging in het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen

**Art. 38.** Artikel 52 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 52. De artikelen 1, 8, 9, 26, 27, 28 en 43 treden in werking op 1 januari 2017.

De artikelen 10 tot 11 van dit decreet treden in werking treden op 1 januari 2017.

De artikelen 12 tot 25, 29 tot 42, 45 tot 49, 2°, en 50 tot 51 treden in werking op 1 december 2017. ».

## Afdeling 8. — Organisatie en werking van de intercommunales

**Art. 39.** In artikel 1 van het decreet van 16 juli 2015 betreffende de interne regels inzake organisatie en werking van de intercommunales die optreden als beheerders van distributienetwerken of communicatienetwerken wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt:

« Tijdens de overgangperiode voor het in overeenstemming brengen van de statuten met de gezamenlijke bepalingen van het Wetboek van Plaatselijke Democratie en Decentralisatie kan welke vergoeding ook die in een sectorcomité van de intercommunale of daarmee gelijkgesteld orgaan enkel resulteren in de ontvangst van aanwezigheidsgeld voor elke vergadering waaraan het lid deelneemt, ten bedrage van maximum 150 euro voor een bestuurder, 250 euro voor een ondervoorzitter en 300 euro voor een voorzitter. Voornoemde bedragen dienen te worden verstaan als bruto bedragen. ».

## HOOFDSTUK XI. — Fiscale bepalingen

## Afdeling 1. — Maatregelen inzake de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

## Onderafdeling 1. — Maatregel betreffende de vrachtwagens

**Art. 40.** In artikel 9 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, vervangen bij de wet van 8 april 2002, wordt punt E vervangen als volgt:

“E. Motorvoertuigen of samengestelde voertuigen bestemd voor het vervoer van goederen

Wanneer de maximaal toegelaten massa 3 500 kilogram overschrijdt, wordt de belasting, afhankelijk van het aantal assen van het voertuig en de aard van de ophanging, vastgesteld volgens de onderstaande schalen

## 1. Alleenrijdende motorvoertuigen

De in aanmerking te nemen maximaal toegelaten massa voor de toepassing van de tabellen I tot IV is de eigen maximaal toegelaten massa van het motorvoertuig.

Tabel I - Motorvoertuig met hoogstens twee assen

MTM uitgedrukt in kilo		1 of 2 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingssystemen van de aangedreven as(sen)
Van	Tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3.501	11 999	0.00	0.00
12.000	12.999	0.00	31.00
13.000	13.999	31.00	86.00
14.000	14.999	86.00	121.00
15.000	16.999	121.00	274.00
17.000	>17.000	121.00	274.00

Tabel II - Motorvoertuig met drie assen :

MTM uitgedrukt in kilo		3 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingssystemen van de aangedreven as(sen)
Van	Tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	14.999	31.00	54.00
15.000	16.999	31.00	54.00
17.000	18.999	54.00	111.00
19.000	20.999	111.00	144.00
21.000	22.999	144.00	222.00
23.000	>25.000	222.00	345.00

Tabel III - Motorvoertuig met vier assen:

MTM uitgedrukt in kilo		1 of 2 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingssystemen van de aangedreven as(sen)
Van	Tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	22.999	144.00	146.00

23.000	24.999	144.00	146.00
25.000	26.999	146.00	228.00
27.000	28.999	228.00	362.00
29.000	>31.000	362.00	537.00

Tabel IV - Motorvoertuig met meer dan vier assen:

MTM uitgedrukt in kilo		4 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingssystemen van de aangedreven as(sen)
Van	Tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	12.999	0.00	0.00
13.000	13.999	0.00	0.00
14.000	14.999	0.00	0.00
15.000	15.999	0.00	0.00
16.000	16.999	0.00	14.00
17.000	17.999	0.00	14.00
18.000	18.999	14.00	32.00
19.000	19.999	14.00	32.00
20.000	20.999	32.00	75.00
21.000	21.999	32.00	75.00
22.000	22.999	75.00	97.00
23.000	23.999	97.00	175.00
24.000	24.999	97.00	175.00
25.000	25.999	175.00	307.00
26.000	26.999	175.00	307.00
27.000	27.999	175.00	307.00
28.000	28.999	175.00	307.00
29.000	29.999	175.00	307.00
30.000	30.999	175.00	307.00
31.000	>31.000	175.00	307.00

## 2. Samengestelde voertuigen

De in aanmerking te nemen maximaal toegelaten massa voor de toepassing van de tabellen V tot X is de som van de eigen maximaal toegelaten massa's van de voertuigen die deel uitmaken van het samenstel.

Tabel V - Motorvoertuig met hoogstens twee assen en aanhangwagen of oplegger met één enkele as :

MTM uitgedrukt in kilo		1 + 1 of 2 + 1 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingssystemen van de aangedreven as(sen)
Van	Tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	15.999	0.00	0.00
16.000	17.999	0.00	14.00
18.000	19.999	14.00	32.00
20.000	21.999	32.00	75.00
22.000	22.999	75.00	97.00
23.000	24.999	97.00	175.00
25.000	>27.000	175.00	307.00

Tabel VI - Motorvoertuig met twee assen en aanhangwagen of oplegger met twee assen :

MTM uitgedrukt in kilo		2 + 2 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingssystemen van de aangedreven as(sen)
Van	Tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	22.999	30.00	70.00
23 000	24.999	30.00	70.00
25.000	25.999	70.00	115.00
26.000	27.999	115.00	169.00
28.000	28.999	169.00	204.00
29.000	30.999	204.00	335.00
31.000	32.999	335.00	465.00
33.000	>37.000	465.00	706.00

Tabel VII - Motorvoertuig met twee assen en aanhangwagen of oplegger met drie assen :

MTM uitgedrukt in kilo		2 + 3 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingssystemen van de aangedreven as(sen)
Van	Tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3.501	11. 999	0.00	0.00
12.000	35.999	370.00	515.00
36 000	37.999	370.00	515.00
38.000	> 39.999	515.00	700.00

Tabel VIII - Motorvoertuig met drie assen en aanhangwagen of oplegger met hoogstens twee assen :

MTM uitgedrukt in kilo		3 + 1 of 3 + 2 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingssystemen van de aangedreven as(sen)
Van	Tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3.501	11. 999	0.00	0.00
12.000	35.999	327.00	454.00
36 000	37.999	327.00	454.00
38 000	39. 999	454.00	628.00
40 000	> 43.000	628.00	929.00

Tabel IX - Motorvoertuig met drie assen en aanhangwagen of oplegger met drie assen :

MTM uitgedrukt in kilo		3 + 3 assen	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingssystemen van de aangedreven as(sen)
Van	Tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3.501	11.999	0.00	0.00
12.000	35.999	186.00	225.00
36 000	37.999	186.00	225.00
38 000	39.999	225.00	336.00
40 000	> 43.000	336.00	535.00

Tabel X - Samengestelde voertuigen met een andere dan de in de tabellen V tot IX vermelde configuraties:

MTM uitgedrukt in kilo		Andere	
		Luchtvering of als gelijkwaardig erkende vering van de aangedreven as(sen)	Andere ophangingssystemen van de aangedreven as(sen)
Van	Tot	Bedragen uitgedrukt in euro	
3.501	15.999	0.00	0.00
16.000	16.999	0.00	14.00
17.000	17.999	0.00	14.00
18.000	18.999	14.00	32.00
19.000	19.999	14.00	32.00
20.000	20.999	32.00	75.00
21.000	21.999	32.00	75.00
22.000	22.999	75.00	97.00
23.000	23.999	97.00	175.00
24.000	24.999	97.00	175.00
25.000	25.999	175.00	307.00
26.000	26.999	175.00	307.00
27.000	27.999	175.00	307.00
28.000	28.999	175.00	307.00
29.000	29.999	204.00	335.00
30.000	30.999	204.00	335.00
31.000	31.999	335.00	465.00
32.000	32.999	335.00	465.00
33.000	33.999	465.00	706.00
34.000	34.999	465.00	706.00
35.000	35.999	465.00	706.00
36.000	36.999	465.00	706.00
37.000	37.999	465.00	706.00
38.000	38.999	465.00	706.00
39.000	39.999	465.00	706.00
40.000	40.999	465.00	706.00
41.000	41.999	465.00	706.00
42.000	42.999	465.00	706.00
43.000	>43.000	465.00	706.00

## Onderafdeling 2. — Maatregelen betreffende oude voertuigen

**Art. 41.** In artikel 10, § 1, 1°, van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, worden de woorden "vijftig jaar" vervangen door de woorden "dertig jaar".

**Art. 42.** In artikel 97 quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 en vervangen bij het decreet van 19 september 2013, worden de woorden "die bedoeld zijn in artikel 2, § 2, tweede lid, 7° van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen" vervangen door de woorden "die sinds meer dan dertig jaar in het verkeer worden gebracht en ingeschreven zijn onder één van de nummerplaten bedoeld in artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen".

## Afdeling 2. — Maatregelen inzake registratierechten

## Onderafdeling 1. — Overdrachten onder bezwarende titel van onroerende goederen

**Art. 43.** Artikel 44 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 september 2013, wordt aangevuld met vier leden, luidend als volgt:

Het recht bedraagt 12,50 ten honderd voor de verkoop, de ruiling en iedere overeenkomst tot overdracht onder bezwarende titel van eigendom of vruchtgebruik van onroerende goederen.

Als de gebeurtenis bedoeld in het eerste lid betrekking heeft op één of meerdere woongebouwen in de zin van artikel 44bis, is de toepassing van het tarief van 12,5 % verbonden aan een gewaarmerkte en ondertekende verklaring, in of onderaan de overeenkomst die aanleiding geeft tot de heffing van het evenredig registratierecht of in een bij deze overeenkomst gevoegd geschrift, waarbij uitdrukkelijk wordt vermeld dat de aankoper, rechts- of natuurlijke persoon, niet in het bezit is, op de datum van de gebeurtenis of via deze, van minstens twee anderen woongebouwen.

Bij gebrek aan deze verklaring, wordt de overeenkomst geregistreerd op het bij artikel 44bis vastgesteld tarief; wat boven het bij dit artikel bedoeld tarief wordt geheven, kan worden teruggegeven overeenkomstig artikel 209, 1°, c), op basis van de verklaring van de aankoper met de vermelding bedoeld in het tweede lid.



Indien blijkt dat de verklaring bedoeld in het tweede lid niet juist is, zijn de bijkomende rechten die voortvloeien uit de toepassing van artikel 44*bis* opeisbaar en de aankoper verbeurt een boete gelijk aan de ontdoken rechten.”.

**Art. 44.** In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 44*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 44*bis* “Het recht vastgesteld in artikel 44 wordt gebracht op 15 % vanaf de aankoop, in hoofde van eenzelfde persoon, door verkoop, uitwisseling of door elke overdragende overeenkomst onder bezwarende titel van eigendom of vruchtgebruik, met uitzondering van erfdiensbaarheden, het recht van gebruik en het recht van bewoning, van een derde woongebouw.

Onder “woongebouw” wordt verstaan het gebouw of het deel daarvan, gelegen in België of in het buitenland, namelijk de ééngezinswoning of het appartement dat, wegens zijn aard, bestemd is om door een gezin te worden bewoond of als dusdanig wordt gebruikt.

Als een gebouw speciaal wordt ingericht of verbouwd voor verschillende duidelijk gescheiden woningen, wordt elk ervan beschouwd als een woningbouw.

Om te bepalen of de verrichting bedoeld in het eerste lid een derde woongebouw betreft, wordt geen rekening gehouden met wat volgt:

1° de gebouwen waarop de aankoper, rechts- of natuurlijke persoon, in het bezit is van minder dan 33 % in volle eigendom of in vruchtgebruik;

2° de gebouwen waarvan de koper daadwerkelijk het hem toebehorende zakelijk recht via een authentieke overdrachtsakte overgedragen heeft, uiterlijk binnen de twaalf maanden na de authentieke aankoopakte van het derde onroerend goed;

3° de gebouwen die het voorwerp uitmaken van een maatregel tot onteigening;

4° de gebouwen waarvan de aankoop wordt belast tegen het tarief bepaald bij artikel 62 van dit Wetboek.”.

**Art. 45.** In artikel 62 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 1978, worden de woorden “Het bij artikel 44 vastgestelde recht” vervangen door de woorden “Het bij de artikelen 44 en 44*bis* vastgestelde recht”.

**Art. 46.** In artikel 64 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “Het bij artikel 44 vastgestelde recht” vervangen door de woorden “Het bij artikel 44 of bij artikel 44*bis* vastgestelde recht”.

**Art. 47.** In artikel 65 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “Het gewone recht” vervangen door de woorden “het bij artikel 44 of bij artikel 44*bis* vastgestelde recht”.

**Art. 48.** In artikel 71 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “de gewone rechten” vervangen door de woorden “het bij artikel 44 of bij artikel 44*bis* vastgestelde recht”.

#### Onderafdeling 2. — Schenkingen onder levenden van roerende of onroerende goederen

**Art. 49.** In artikel 131, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1977 en laatst gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, worden de tabellen I en II vervangen als volgt:

“Tabel I

Gedeelte van de schenking		Tarief in rechte lijn	
		tussen echtgenoten en tussen samenwonenden	
Van Tot	Inbegrepen	a	b
EUR	EUR	p.c.	EUR
0,01	25.000	3	-
25000,01	100.000	4	750
100000,01	175.000	9	3.750
175000,01	200.000	12	10.500
200000,01	400.000	18	13.500
400000,01	500.000	24	49.500
Au-delà	500.000	30	73.500

Tabel II

Gedeelte van de schenking		Tussen broers en zussen		Tussen ooms of tantes en neven en nichten		Tussen alle andere personen	
Van Tot	Inbegrepen	a	b	a	b	a	b
EUR	EUR	p.c	EUR	p.c	EUR	p.c	EUR
0,01	50.000	10	-	10	-	20	-
50.000,01	75.000	10	5.000	20	5000	30	10.000
75.000,01	150.000	20	7.500	20	10.000	30	17.500
150.000,01	175.000	20	22.500	30	25.000	40	40.000

175.000,01	300.000	30	27.500	30	32.500	40	50.000
300.000,01	350.000	30	65.000	40	70.000	50	100.000
350.000,01	450.000	40	80.000	40	90.000	50	125.000
Boven de	450.000	40	120.000	50	130.000	50	175.000"

**Art. 50.** In artikel 131<sup>ter</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt de tabel gewijzigd door wat volgt :

"Tabel met betrekking tot het preferentiele tarief voor de schenkingen van woningen			
Gedeelte van de schenking		a	b
Van	tot en met	p.c.	EUR
0.01	25.000	1	-
25.000,01	50.000	2	250
500.00,01	100.000	4	750
100.000,01	175.000	5	2.750
175.000,01	250.000	9	6.500
250.000,01	400.000	18	13.250
400.000,01	500.000	24	40.250
Boven de	500.000	30	64.250"

#### Onderafdeling 3. — Teruggave

**Art. 51.** Artikel 209, 1<sup>o</sup>, van het hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een punt c), luidend als volgt:

"c) dat de voorwaarde waaraan de toepassing van het tarief bedoeld bij artikel 44 ondergeschikt is, wordt nageleefd;"

**Art. 52.** In artikel 212, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, worden de woorden "of bij artikel 44<sup>bis</sup>" ingevoegd tussen de woorden "...bij artikel 44" en de woorden "vastgestelde recht is voldaan..."

#### Afdeling 3. — Maatregelen inzake de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de gewestelijke belastingen

**Art. 53.** Artikel 1 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, gewijzigd bij de decreten van 17 januari 2008 en 10 december 2009, wordt vervangen als volgt:

"Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de belastingen, in hoofdsom en interesten, en boetes, die gevestigd worden door decreten van het Waalse Gewest behalve voor zover bedoelde decreten daarvan afwijken alsook op de andere belastingen en taksen in hoofdsom, in interesten en boetes ten bate van het Waalse Gewest als dit decreet uitdrukkelijk op hen toepasselijk wordt gemaakt.

Tenzij anders bepaald, is dit decreet eveneens van toepassing op aanvullende belastingen geïnd door het Waalse Gewest ten bate van de provincies, gemeenten en federaties van gemeenten. ».

**Art. 54.** In artikel 11<sup>bis</sup>, § 4, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 28 november 2013, worden de woorden "en het eurovignet" vervangen door de woorden ", eurovignet en kilometerheffing".

**Art. 55.** In artikel 12<sup>bis</sup>, vierde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 28 november 2013, worden de woorden "Inzake het eurovignet, de verkeersbelasting, de belasting op de inverkeerstelling" vervangen door de woorden "Inzake verkeersbelasting, belasting op de inverkeerstelling, eurovignet en kilometerheffing".

**Art. 56.** Artikel 52 ter wordt ingevoegd in hoofdstuk VII van hetzelfde decreet. Dit artikel luidt als volgt :

"Art. 52<sup>ter</sup>. Terugbetalingsfondsen worden uitgetrokken op de begroting voor de ten onrechte geïnde sommen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, heffingen en boetes.

De ontvangers die de ontvangsten hebben uitgevoerd, zorgen voor de terugbetaling van de ten onrechte geïnde bedragen."

#### Afdeling 4. — Maatregelen inzake plaatselijke democratie en decentralisatie

**Art. 57.** In artikel L3321-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

"Zij is echter niet van toepassing op de aanvullende belastingen op de belastingen van de federale overheid alsook op de aanvullende belastingen geïnd door het Waalse Gewest ten bate van de provincies en gemeenten."

*Afdeling 5 — Bepalingen betreffende de dienstencheques*

**Art. 58.** Artikel 145/22 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994, wordt vervangen als volgt:

“Art. 145/22. De uitgaven bedoeld in artikel 145/21 komen niet in aanmerking voor de belastingvermindering:

1° wat de uitgaven betaald voor prestaties in het kader van plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen betreft :

a) ten belope van de nominale waarde van de PWA-cheques die op naam van de belastingplichtige zijn uitgegeven en die hij tijdens het belastbaar tijdperk bij de uitgever heeft aangekocht, verminderd met de nominale waarde van die PWA-cheques die in de loop van datzelfde belastbaar tijdperk aan de uitgever zijn terugbezorgd;

b) op voorwaarde dat de belastingplichtige tot staving van zijn aangifte in de inkomstenbelastingen het attest overlegt vermeld in de reglementering betreffende de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen en uitgereikt door de uitgever van de PWA-cheques;

2° wat de uitgaven betaald voor prestaties betaald met dienstenscheques betreft :

a) ten belope van het bedrag verkregen door de volgende bewerkingen te volgen :

1) het verschil tussen enerzijds de aanschafprijs van de dienstencheques die op naam van de belastingplichtige zijn uitgegeven en die hij tijdens het belastbaar tijdperk bij het uitgiftebedrijf heeft aangekocht en anderzijds, de aanschafprijs van die dienstencheques die in de loop van datzelfde belastbaar tijdperk door het uitgiftebedrijf aan de belastingplichtige werden terugbetaald;

2) het bedrag verkregen onder 1) wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt waarvan de teller 3 is en de noemer de aanschafprijs van de dienstencheque is;

3) het bedrag verkregen onder 2) wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt waarvan :

i. de teller gelijk is aan het verschil tussen enerzijds, het aantal dienstencheques die op naam van de belastingplichtige zijn uitgegeven en die hij tijdens het belastbaar tijdperk bij het uitgiftebedrijf heeft aangekocht en anderzijds, het aantal dienstencheques die in de loop van datzelfde belastbaar tijdperk door het uitgiftebedrijf aan de belastingplichtige werden terugbetaald. de teller kan niet hoger zijn dan 150;

ii. de noemer gelijk is aan het verschil tussen enerzijds, het aantal dienstencheques die op naam van de belastingplichtige zijn uitgegeven en die hij tijdens het belastbaar tijdperk bij het uitgiftebedrijf heeft aangekocht en anderzijds, het aantal dienstencheques die in de loop van datzelfde belastbaar tijdperk door het uitgiftebedrijf aan de belastingplichtige werden terugbetaald;

b) op voorwaarde dat de belastingplichtige tot staving van zijn aangifte in de inkomstenbelastingen het attest overlegt vermeld in de reglementering betreffende de buurtdiensten en -banen en uitgereikt door het uitgiftebedrijf van de dienstencheques.”

**Art. 59.** Artikel 63/10 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 september 1995 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 april 2002, wordt opgeheven.

*Afdeling 6 — Bepalingen betreffende de onroerende voorheffing*

**Art. 60.** Artikel 16 van het programmadecreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit wordt opgeheven.

**Art. 61.** In artikel 17 van hetzelfde decreet vervalt lid 3.

*HOOFDSTUK XII. — Bepaling inzake kosten van advocaten en gerechtskosten*

**Art. 62.** De Regering wordt ertoe gemachtigd provisies toe te kennen aan de advocaten en gerechtsdeurwaarders die voor rekening van het Waalse Gewest optreden.

*HOOFDSTUK XIII. — Bepaling betreffende de aankoopcomités*

**Art. 63.** De als commissaris of voorzitter van het Aankoopcomité aangewezen ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst worden ertoe gemachtigd om de handelingen van de rechtspersonen bedoeld in artikel 6*quinquies* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen te authenticeren.

HOOFDSTUK XIV. — *Slotbepaling*

**Art. 64.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017, met uitzondering van afdeling 5 van hoofdstuk X die van toepassing is vanaf het aanslagjaar 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 december 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de  
Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

—  
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Waals Parlement, 667 (2016-2017) Nrs. 1 tot 11.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 21 december 2016.

Bespreking.

Stemming.

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2016/27339]

**21 DECEMBRE 2016. — Décret-programme portant des mesures diverses liées au budget pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, et 128, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution.

*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions en matière d'action sociale et de santé*

**Art. 2.** Dans l'article 28 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 3 décembre 2015, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, sont mises à la disposition de l'Agence en deux tranches, à payer à l'Agence au plus tard le vingtième jour de chaque semestre, par arrêté du Gouvernement. ».

**Art. 3.** Dans l'article 334, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 20 février 2014, le *h*) est abrogé.

**Art. 4.** Dans l'article 335, § 2, 3<sup>o</sup>, du même Code, les mots « ou d'un accueil familial » sont abrogés.

**Art. 5.** Dans l'article 336, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 21 février 2013, le 4<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 6.** L'article 364 du même Code est abrogé.

**Art. 7.** Dans l'article 1403, § 1<sup>er</sup>, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les mots « et à l'annexe 123 » et « et à l'accueil familial » sont abrogés.

**Art. 8.** L'article 1440 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est abrogé.

**Art. 9.** L'article 1503 du même Code est abrogé.

**Art. 10.** L'annexe 123 du même Code est abrogée.

*CHAPITRE II. — Dispositions en matière d'infrastructures sportives*

**Art. 11.** Dans l'article 3 du décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, le paragraphe 3, inséré par le décret du 11 avril 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans ce cas, l'exigence d'un droit de jouissance d'un terrain ou d'un local permettant la pratique d'au moins un sport pour une durée minimale de vingt ans prenant cours à dater de l'introduction de la demande n'est pas requise. ».